

# Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne

1959  
- Ajouts de 1963 et de 1979 -

## 1<sup>ère</sup> Partie

<b>I. Quelques traits importants du capitalisme contemporain.....</b>	<b>p. 10</b>
<b>II. La perspective révolutionnaire dans le marxisme traditionnel.....</b>	<b>p. 18</b>
<b>III. La contradiction fondamentale du capitalisme.....</b>	<b>p. 42</b>
IV. La politique capitaliste, autrefois et aujourd'hui	
V. La bureaucratisation du capitalisme et sa tendance idéale	
VI. L'échec du capitalisme	
VII. L'étape actuelle de la lutte de classe et la maturation des conditions du socialisme	
VIII. Pour un mouvement révolutionnaire moderne	

Texte extrait de « *L'expérience du mouvement ouvrier, Vol. 2 ; Prolétariat et organisation* », Ed. 10 / 18, 1979. L'introduction (indispensable) de sa réédition anglaise de 1974, ainsi que les commentaires de 1994 sont disponibles dans la brochure n°9 « *Crise économique, politique, sociale* »

Texte publié dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, N° 31 (décembre 1960), 32 (avril 1961) et 33 (décembre 1961). La première version de ce texte a été publiée dans le *Bulletin Intérieur*, N° 12 du groupe « Socialisme ou Barbarie » (octobre 1959) ; la deuxième, dans le N° 17 de ce *Bulletin* (mai 1960). Sur la controverse qu'il a, dès le départ, suscitée, les tentatives d'en empêcher ou d'en retarder la publication et finalement la scission de 1963, cf. la « Postface à Recommencer la révolution » dans *l'Expérience du mouvement ouvrier*, 2, pp. 3 et suivantes. La première livraison du texte, dans le N° 31 de *S. ou B.*, était précédée de la mention suivante : « Le texte ci-dessous, dont les idées ne sont pas nécessairement partagées par l'ensemble du groupe *Socialisme ou Barbarie*, ouvre une discussion sur les problèmes de la politique révolutionnaire dans la période actuelle qui sera poursuivie dans les numéros à venir de cette revue. » [Il a été par la suite publié en intégralité dans « *L'expérience du mouvement ouvrier*, Vol. 2 » Ed. 10 / 18, 1979]

\* \* \*

La longueur de ce texte, et la nécessité d'en étaler la publication sur plusieurs numéros de cette revue, nous incite à le faire précéder, en guise d'introduction, par un résumé de ses thèses principales.

Formant contraste avec l'activité des masses dans les pays arriérés, l'apathie politique prolongée des travailleurs semble caractériser les sociétés capitalistes modernes. En France même, le gaullisme, entreprise de modernisation du capitalisme, n'a été possible que par cette apathie, qu'il a, à son tour, renforcée. Le marxisme étant avant tout une théorie de la révolution prolétarienne dans les pays avancés, on ne peut continuer de se dire marxiste et se taire sur ces problèmes : en quoi consiste la « modernisation » du capitalisme ? Quel est son lien avec l'apathie politique des masses ? Quelles sont les conséquences qui en découlent pour le mouvement révolutionnaire ?

Des traits nouveaux et durables du capitalisme doivent d'abord être constatés et décrits. Les classes dominantes sont parvenues à contrôler le niveau de l'activité économique et à empêcher des crises majeures. L'importance numéri-

que du chômage a énormément diminué. Le salaire ouvrier réel augmente beaucoup plus rapidement et régulièrement que par le passé, entraînant une augmentation de la consommation de masse par ailleurs indispensable au fonctionnement de l'économie et désormais irréversible. Les syndicats, devenus des rouages du système, négocient la docilité des ouvriers contre des augmentations de salaire. La vie politique se déroule exclusivement entre spécialistes, et la population s'en désintéresse. Il n'y a plus d'organisations politiques auxquelles la classe ouvrière participe ou qu'elle soutienne par son action. Hors de la production, le prolétariat n'apparaît plus comme une classe ayant des objectifs propres. La population entière est prise dans un mouvement de *privatisation* ; elle vaque à ses affaires, cependant que les affaires de la société lui semblent échapper à son action.

Pour les prisonniers des schémas traditionnels, il faudrait en conclure en toute rigueur qu'il n'y a plus de perspective révolutionnaire. Pour le marxisme traditionnel, en effet, les contradictions « objectives » du capitalisme étaient essentiellement de type *économique*, et l'incapacité radicale du système à satisfaire les revendications *économiques* des ouvriers faisait de celles-ci le moteur de la lutte de classe. Correspondant à certaines manifestations du capitalisme d'autrefois, ces idées s'effondrent devant l'expérience actuelle. C'est qu'elles n'ont jamais concerné que des aspects extérieurs du capitalisme. Les contradictions économiques « objectives » disparaissent avec la concentration totale du capital (pays de l'Est) ; mais il suffit du degré d'intervention de l'Etat pratiqué aujourd'hui dans les pays occidentaux pour corriger les déséquilibres spontanés de l'économie. Le niveau des salaires n'est pas déterminé par des lois économiques « objectives », mais essentiellement par la lutte de classe ; l'augmentation des salaires, pourvu qu'elle n'excède pas l'augmentation du rendement, est praticable par le capitalisme. La vue traditionnelle est aussi fautive sur le plan philosophique ; mécaniste et objectiviste, elle élimine de l'histoire l'action des hommes et des classes pour la remplacer par une dynamique « objective » et des « lois naturelles », et fait de la révolution prolétarienne un réflexe de révolte contre la faim dont on ne voit pas comment jamais une société socialiste pourrait être le résultat. Plus même : la connaissance des ressorts de la crise du capitalisme est, pour elle, l'apanage de théoriciens spécialisés ; la solution de cette crise, une simple question de transformations « objectives » éliminant la propriété privée et le marché et ne nécessitant nullement une intervention autonome du prolétariat. Cette vue ne peut être, et n'a été dans l'histoire, que le fondement d'une politique *bureaucratique*.

La contradiction fondamentale du capitalisme se trouve dans la *production* et le *travail*. C'est la contradiction contenue dans l'*aliénation* de l'ouvrier : la nécessité pour le capitalisme de réduire les travailleurs en simples exécutants, et son impossibilité de fonctionner s'il y réussit ; son besoin de réaliser simultanément la participation et l'exclusion des travailleurs relativement à la production

(comme des citoyens relativement à la politique, etc.). Seule contradiction véritable de la société contemporaine, et source ultime de sa crise, elle ne peut pas être atténuée par des réformes, par l'élévation du niveau de vie ou par l'élimination de la propriété privée et du « marché ». Elle ne sera supprimée que par l'instauration de la gestion collective des travailleurs sur la production et la société. Objet d'une expérience quotidienne du prolétariat, elle est le seul fondement possible de sa conscience du socialisme, et ce qui donne à la lutte des classes sous le capitalisme son caractère universel et permanent. Elle définit le cadre de l'histoire et de la dynamique de la société capitaliste, qui n'est rien d'autre que l'histoire et la dynamique de la lutte de classe. Cette dynamique est *historique* et non « objective », car elle modifie constamment les conditions où elle se développe et les adversaires eux-mêmes, et comporte une *expérience* et une *création* collectives. La lutte de classe a déterminé, à un degré croissant, l'évolution de la technologie, de la production, de l'économie et de la politique et a imposé au capitalisme, directement ou indirectement, les modifications profondes que l'on constate aujourd'hui.

Sur le plan « subjectif », ces modifications s'expriment par l'accumulation chez les classes dominantes d'une *expérience* de la lutte sociale et l'apparition d'une *nouvelle politique capitaliste*. Dominée par l'idéologie du « laissez-faire » et limitant l'Etat au rôle du gendarme, la politique capitaliste était autrefois pour les marxistes synonyme de l'impuissance pure et simple. Actuellement, elle reconnaît la responsabilité générale de l'Etat, en élargit constamment les fonctions et s'assigne des objectifs dont la réalisation n'est plus laissée au fonctionnement « spontané » de l'économie (plein emploi, développement économique, etc.). Elle tend à soumettre à son contrôle toutes les sphères de l'activité sociale et prend par là, quelle que soit sa forme, un caractère *totalitaire*.

Sur le plan « objectif », les transformations du capitalisme se traduisent par la *bureaucratisation* croissante qui, trouvant son origine dans la production, s'étend à l'économie et à la politique et finalement envahit tous les secteurs de la vie sociale. Elle va de pair évidemment avec l'expansion et la prépondérance croissante de la bureaucratie comme couche gestionnaire. La concentration et l'étatisation, autres aspects du même phénomène, entraînent à leur tour des modifications importantes dans le fonctionnement de l'économie.

Mais l'effet le plus profond de la bureaucratiation c'est que, en tant qu'« organisation » et « rationalisation » des activités collectives faite de l'extérieur, elle achève la *destruction des significations* provoquée par le capitalisme et produit l'*irresponsabilité en masse*. La privatisation des individus est le corollaire de ces phénomènes.

La tendance idéale du capitalisme bureaucratique est la constitution d'une société intégralement hiérarchisée et en « expansion » continue, où l'aliénation

croissante des hommes dans le travail serait compensée par l'élévation du niveau de vie et où toute l'initiative serait abandonnée aux « organisateurs ». Inscrite objectivement dans la réalité sociale contemporaine, cette tendance coïncide avec le but final des classes dominantes : faire échouer la révolte des exploités en les attelant à la course derrière le niveau de vie, en disloquant leur solidarité par la hiérarchisation, en bureaucratisant toute entreprise collective. Conscient ou non, c'est là *le projet capitaliste bureaucratique*, le sens pratique qui unifie les actes des classes dominantes et les processus objectifs se déroulant dans leur société.

Ce projet échoue parce qu'il ne surmonte pas la contradiction fondamentale du capitalisme, qu'il multiplie au contraire à l'infini. La bureaucratisation croissante des activités sociales étend à tous les domaines le conflit inhérent à la division dirigeants-exécutants et l'irrationalité intrinsèque de la gestion bureaucratique. De ce fait, le capitalisme ne peut absolument pas éviter des *crises* (ruptures du fonctionnement normal de la société), bien que celles-ci ne soient pas d'un type unique et qu'elles ne procèdent pas *d'une* dynamique cohérente et homogène. Sur le fond de la même contradiction immanente au capitalisme, les anciennes expressions de son irrationalité sont remplacées par de nouvelles.

Mais contradiction et crises n'atteignent une portée révolutionnaire que par la lutte de classe. La situation actuelle à cet égard est ambiguë. *Dans la production*, cette lutte manifeste, précisément dans les pays les plus modernes, une intensité inconnue autrefois, et tend à poser le problème de la gestion de la production. Mais *hors des entreprises* elle ne s'exprime plus, ou bien seulement tronquée et déformée par les organisations bureaucratiques. Cette absence du prolétariat à la société a également une double signification. Elle traduit une victoire du capitalisme : la bureaucratisation des organisations chasse les ouvriers de l'action collective, l'effondrement de l'idéologie traditionnelle et l'absence d'un programme socialiste les empêchent de généraliser leur critique de la production et de la transformer en conception positive d'une nouvelle société, la philosophie de la consommation pénètre le prolétariat. Mais aussi, une expérience de la nouvelle phase du capitalisme se constitue, pouvant conduire à une critique des formes de vie sous le capitalisme beaucoup plus profonde et générale que par le passé, et par là à un renouveau du projet socialiste dans le prolétariat à un niveau supérieur.

La maturation des conditions du socialisme se poursuit donc, étant entendu qu'elle ne peut jamais signifier une maturation purement objective (accroissement des forces productives ou « des contradictions »), ni une maturation purement subjective (sédimentation d'expérience effective chez les prolétaires), mais *l'accumulation des conditions objectives d'une conscience adéquate* <sup>(a)</sup>.

---

<sup>(a)</sup> Sur cette question, V. maintenant « La question de l'histoire du mouvement ouvrier », dans

Le prolétariat ne pouvait pas éliminer le réformisme et le bureaucratisme avant de les avoir vécus, c'est-à-dire avant de les avoir produits comme réalités sociales. *Maintenant*, la gestion ouvrière, le dépassement des valeurs capitalistes de la production et de la consommation comme fins en elles-mêmes, se présentent au prolétariat comme seule issue.

Ces conditions imposent au mouvement révolutionnaire des transformations profondes. Sa critique de la société, essentielle pour aider les ouvriers à valoriser et à généraliser leur expérience directe, doit être intégralement réorientée ; elle doit s'attacher surtout à décrire et analyser les contradictions et l'irrationalité de la gestion bureaucratique de la société, à tous les niveaux, à dénoncer le caractère inhumain et absurde du *travail* contemporain ; à dévoiler l'arbitraire et la monstruosité de la hiérarchie dans la production et la société. De façon correspondante, la lutte autour de l'organisation et des conditions de travail et de vie à l'entreprise et la lutte contre la hiérarchie doivent être l'élément central de son programme revendicatif. D'autre part, dans les conditions du capitalisme moderne, le problème essentiel est le passage de la lutte de classe du plan de l'entreprise à celui de la société globale. Le mouvement révolutionnaire ne pourra remplir son rôle à cet égard que s'il détruit les équivoques qui pèsent sur l'idée de socialisme, s'il dénonce impitoyablement les valeurs de la société contemporaine, et s'il présente le programme socialiste au prolétariat pour ce qu'il est : un programme d'humanisation du travail et de la société.

Ces tâches, le mouvement révolutionnaire ne pourra les remplir que s'il cesse d'apparaître comme un mouvement politique traditionnel - la politique traditionnelle est morte - et devient un mouvement total concerné par tout ce que les hommes font dans la société et avant tout par leur vie quotidienne réelle. Il doit donc également cesser d'être une organisation de spécialistes, et devenir un lieu de socialisation positive où les individus réapprennent la vraie vie collective en gérant leurs propres affaires et en se développant par le travail pour un projet commun.

Il est enfin évident que les conceptions théoriques sous-jacentes à l'activité révolutionnaire - et la conception même de ce qu'est une théorie révolutionnaire - doivent être radicalement modifiées. Deux notes annexées à ce texte - Sur la théorie révolutionnaire, Sur la théorie de l'histoire - visent à préciser l'orientation de cette transformation <sup>(a)</sup>.

---

*l'Expérience du mouvement ouvrier, I ; Comment lutter ?*, 1979, 10 / 18, en particulier pp. 66 - 114  
[Les notes désignées par des lettres sont postérieures à la rédaction du texte]

<sup>(a)</sup> Ces deux notes - dont un premier projet avait été diffusé dans le groupe « Socialisme ou barbarie » en 1959 - sont devenues par la suite « Marxisme et théorie révolutionnaire », publié dans les N° 36 à 40 de *S. ou B.* (avril 1964 à juin 1965) et repris maintenant dans *l'Institution imaginaire de la société*. Le Seuil. 1975.

« Il y a des gens qui ne réussissent à rester révolutionnaires qu'en gardant leurs yeux bien fermés »<sup>1</sup>

A Cuba, un partisanat paysan a mis par terre une dictature établie de longue date et appuyée par les Etats-Unis. En Afrique du Sud, des Noirs illettrés, soumis depuis des générations la domination totalitaire de trois millions de négriers blancs, constituent des organisations clandestines, se mobilisent collectivement, inventent des formes de lutte inédites et sont sur le point d'obliger le gouvernement Verwoerd à entreprendre ce que le *Financial Times* a appelé « une longue, et douloureuse retraite ». En Corée du Sud la dictature de Syngman Rhee, ouvertement soutenue par les Etats-Unis depuis quinze ans, s'est effondrée sous les coups portés par les manifestations populaires où les étudiants ont joué un rôle prépondérant. Ce sont encore les étudiants qui, en Turquie, se dressèrent les premiers contre le gouvernement Menderès et ses mesures dictatoriales et ouvrirent la crise qui aboutit à la chute du régime.

Mais en France, un régime s'effondre en 1958 et une guerre se poursuit depuis six ans au milieu d'une apathie générale. Aux Etats-Unis, politiciens et sociologues se penchent angoissés sur l'indifférence politique de la population<sup>2</sup>. En Angleterre, le parti travailliste après une série de défaites électorales n'arrive pas à intéresser ses propres membres à la discussion sur la modification de son programme. La vie politique de l'Allemagne fédérale se réduit pour l'essentiel aux sautes d'humeur d'un vieillard de quatre-vingts ans et aux intrigues autour de sa succession.

Faudra-t-il donc penser désormais que l'activité politique des masses est un phénomène spécifique aux pays arriérés, que les seules collectivités capables d'agir pour changer leur destin sont les paysans, les étudiants, les races opprimées dans les pays coloniaux ? L'intérêt de la population pour la politique serait-il fonction directe de son « arriération » économique et culturelle, la civilisation industrielle moderne signifie-t-elle que le sort de la société ne concerne plus les membres de la société ?

Ce qui se passe en France depuis deux ans oblige à poser ces mêmes questions de façon encore plus concrète. Deux constatations s'imposent lorsqu'on réfléchit sur l'instauration et l'évolution de la V<sup>e</sup> République. D'abord, le régime gaulliste, quelles que soient les intentions et les idées de ses chefs, les contradictions qui le déchirent et les impasses qu'il rencontre, signifie objectivement une

---

<sup>1</sup> Léon Trotsky, *Introduction aux Cinq premières années de l'Internationale Communiste*, New York, Pioneer Publishers, 1945, p. 9. Cette introduction est datée du 20 mai 1924.

<sup>2</sup> V. par exemple C. Wright Mills, *The Power Elite*, New York 1956 [ed. fr. « *L'élite du pouvoir* », Maspero 1979], et le récent article d'Adlai Stevenson dans le n<sup>o</sup> de janvier 1960 de *Foreign Affairs*, p. 191, dont les extraits ont été publiés dans le n<sup>o</sup> 30 de *Socialisme ou Barbarie*, p. 97.

entreprise de modernisation du capitalisme français. Le bilan de cette entreprise peut être complexe <sup>3</sup>, son sens est tout autant indiscutable que le caractère irréversible de ses effets sur les réalités sociales françaises les plus profondes. Ensuite, cette entreprise n'a été possible au départ, et ne le demeure depuis, qu'en fonction d'une attitude de la population en général, des masses travailleuses plus particulièrement : de leur apathie ou indifférence à l'égard de la politique, de ce que l'on peut appeler en première approximation leur dépolitisation <sup>4</sup>.

Si ces deux constatations résument la signification de la situation actuelle en France, il est clair qu'elles soulèvent en même temps une série de problèmes. On ne peut en effet sérieusement définir l'évolution présente de la société française comme une « modernisation », sans réfléchir sur le contenu de cette modernisation et approfondir son sens. On ne peut se borner à constater que c'est l'apathie des masses qui a permis le succès du gaullisme, entreprise de modernisation, et refuser de s'interroger sur le lien entre ces deux phénomènes. On ne peut enfin et surtout parler de dépolitisation en omettant d'enregistrer que cette dépolitisation apparaît comme caractéristique de tous les pays capitalistes modernes depuis bientôt quinze ans, et que la France n'a fait que rejoindre avec quelque retard des pays plus avancés qu'elle.

Il faut en effet insister sur le caractère *général* de ce phénomène. Les pays qu'il concerne - et auxquels nous nous référons dans ce texte lorsque nous parlons de pays de capitalisme moderne - sont tous ceux où les structures pré-capitalistes dans l'économie et l'organisation sociale en général ont été pour l'essentiel éliminées. Ce sont les seuls pays qui comptent lorsqu'on veut parler des problèmes d'une société *capitaliste* et non pas des problèmes du *passage* d'une *autre* forme de vie sociale *au* capitalisme. Ce sont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Norvège, la Finlande, le Danemark, l'Angleterre, l'Allemagne occidentale, les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, la Suisse, maintenant la France et bientôt l'Italie - soit, au total, des pays dont la population dépasse 450 millions d'habitants, qui concentrent les trois quarts de la production totale du monde occidental et les neuf dixièmes de sa production industrielle, enfin et surtout, les pays où vit et travaille l'écrasante majorité du *prolétariat moderne*. Et, parmi les pays du bloc oriental, ceux qui ont achevé leur industrialisation, comme la Russie, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale s'acheminent vers une situation fondamentalement analogue.

---

<sup>3</sup> V. dans le N° 30 de *S. ou B.* Jean-François Lyotard, *L'Etat et la politique dans la France de 1960*, et, dans ce numéro-ci, (N° 31), *Le gaullisme et l'Algérie*

<sup>4</sup> L'appui électoral massif fourni à de Gaulle en septembre, puis en novembre 1958 ne contredit pas cette interprétation, il en est au contraire la confirmation la plus éclatante. Il signifiait : prenez le pouvoir, chargez-vous de l'Etat et du pays, pourvu qu'on n'ait pas à s'en occuper.



Il est bien entendu que la grande majorité de l'humanité reste encore en dehors de ce type de régime : aussi bien l'écrasante majorité des pays du monde occidental (1 400 millions d'habitants contre 450) que celle du bloc oriental (650 millions contre 250)<sup>(a)</sup>. Mais il est - ou il devrait être - tout aussi bien entendu que le marxisme est en premier lieu une théorie de la révolution dans les pays capitalistes, non pas dans les pays arriérés. Si des marxistes cherchent désormais les racines de la révolution dans les pays coloniaux, et les contradictions du capitalisme dans l'opposition entre l'Occident et le Tiers Monde ou même dans la lutte entre les deux blocs, ils feraient tout aussi bien de cesser de s'appeler marxistes. Car le marxisme était ou voulait être une théorie de la révolution socialiste portée par le prolétariat, non pas une théorie de la révolution des paysans africains ou des ouvriers agricoles dans les Pouilles ; non pas une théorie de la révolution comme produit des résidus non capitalistes dans la société nationale ou mondiale, mais l'expression idéologique de l'activité du prolétariat, lui-même produit du capitalisme et de l'industrialisation. Quelle que soit l'énorme importance des pays arriérés, ce n'est pas à Léopoldville, ni même à Pékin, mais à Pittsburgh et à Détroit, dans les Midlands et dans la Rhur, dans le bassin parisien, à Moscou et à Stalingrad que se décide finalement le sort du monde moderne. Et personne ne peut se dire marxiste ou socialiste révolutionnaire s'il refuse de répondre à cette question : que devient aujourd'hui le prolétariat comme classe révolutionnaire, là où ce prolétariat existe *effectivement* ?

Nous allons donc essayer de comprendre en quoi consiste la « modernisation » du capitalisme, autrement dit quelles sont les modifications survenues dans le fonctionnement du capitalisme et qui différencient le capitalisme contemporain soit du capitalisme d'autrefois soit - et c'est presque tout aussi important - de l'image que s'en faisait le mouvement marxiste traditionnel ; quel est le lien entre la « modernisation » du capitalisme et la « dépolitisation » des masses ; enfin, quelle peut et doit être la politique révolutionnaire dans la période actuelle<sup>5</sup>.

---

<sup>(a)</sup> Chiffres qui se réfèrent, évidemment, à la fin des années 1950.

<sup>5</sup> On verra que cette analyse aboutit à des conclusions qui rompent avec les idées traditionnelles aussi bien dans le domaine théorique le plus général que dans le domaine de la pratique politique révolutionnaire. Le lecteur pourra vérifier, s'il le désire, que cette rupture à partir d'une réflexion sur les phénomènes qui nous entourent recoupe et prolonge les conclusions des analyses menées depuis des années dans *S. ou B.* à partir d'autres événements ou de préoccupations théoriques. V. en particulier les textes « Sur la dynamique du capitalisme » (N° 12, spécialement les pp. I à 8). « Sur le contenu du socialisme » (N° 17, 22 et 23) [le dernier maintenant dans *l'Expérience du mouvement ouvrier, Vol. 2 ; Prolétariat et organisation*, pp. 9-88], « Bilan. perspectives tâches » (N° 21) [maintenant dans *l'Expérience...*, Vol. I, pp. 383-408] et « Prolétariat et organisation » (N° 27 et 28 [maintenant dans *l'Expérience...*, Vol. 2, pp. 123-248].

# I

## QUELQUES TRAITS IMPORTANTS DU CAPITALISME CONTEMPORAIN

Nous nous bornons pour commencer à *décrire* les phénomènes nouveaux (nouveaux effectivement ou nouveaux par rapport à la théorie marxiste traditionnelle). Nous n'en fournissons pas pour l'instant une analyse, encore moins une explication systématique<sup>6</sup>.

1. Le capitalisme est parvenu à contrôler le niveau de l'activité économique à un degré tel que les fluctuations de la production et de la demande sont maintenues dans des limites étroites et que des dépressions de l'ordre de celles d'avant-guerre sont désormais exclues. C'est là le résultat aussi bien des modifications dans l'économie elle-même ; que des nouveaux rapports entre l'Etat et l'économie. Premièrement, l'amplitude des fluctuations spontanées de l'activité économique a été considérablement réduite, parce que les composantes de la demande sociale globale sont devenues beaucoup plus stables. Cette stabilité, à son tour, est le résultat de plusieurs facteurs. L'élévation des taux de salaire, l'augmentation du nombre de mensuels parmi les salariés, l'introduction des allocations de chômage, ont limité les variations de la demande de biens de consommation donc aussi les variations de la production de ces biens ; elles ont aussi beaucoup atténué l'effet cumulatif que ces variations avaient par le passé. L'augmentation continue et irréversible des dépenses de l'Etat crée une demande stable qui absorbe 20 à 25 % du produit social ; compte tenu de l'activité des organismes para-étatiques et des fonds qui « transitent » par l'Etat, le secteur public contrôle ou manipule dans le cas de certains pays jusqu'à 40 ou 45 % du produit social global.

[*Addition édition anglaise 1965* : Par exemple, en Grande-Bretagne, en 1961, la dépense nationale brute (ou « produit national brut aux prix du marché ») se montait à 26.986 millions de livres. Le revenu total de l'ensemble des Autorités publiques (c'est-à-dire impôts directs et indirects, contributions versées au Gouvernement central ou aux Autorités locales, etc.) se montait à 8.954 millions de

---

<sup>6</sup> Les éléments les plus importants de cette explication seront donnés plus loin. Mais en tout cas, il est impossible de reprendre ici les analyses dont ce texte est le prolongement et qu'il présuppose, ou d'en élaborer dans le détail toutes les idées. Nous pensons publier, dans des numéros à venir de *Socialisme ou Barbarie*, des études destinées à compléter et à corroborer les conclusions de ce texte, en particulier sur l'économie capitaliste moderne, sur la crise de l'idéologie marxiste traditionnelle, sur la crise des motivations et des valeurs de la société contemporaine, sur la signification des luttes ouvrières dans la production, etc.

livres, soit 33,3 % du produit national brut (Tableaux 1 et 43 de *National Income and Expenditure*, 1963, H.M.S.O., Londres).

D'autre part, sur un investissement intérieur total en capital fixe de 4.577 millions de livres en 1961, 1.799 millions - environ 40 % - représentaient l'investissement de l'Etat ou des entreprises publiques (ib., Tableaux 1 et 48).

En combinant les deux montants - et en éliminant certaines duplications - on voit que la partie du produit national brut gérée *directement* par l'Etat en 1961 était de presque 40 %.

En 1963, en Grande-Bretagne, l'Etat et ses organismes (y compris les autorités locales et les personnels dirigeants des entreprises nationalisées, mais à l'exclusion des forces armées) employaient 5.250.000 personnes. Cela représente environ 25 % de l'emploi total et peut être comparé avec un chiffre inférieur à 2.000.000 de personnes (environ 10 % de l'emploi total) en 1939.]

Enfin l'accumulation capitaliste, dont les fluctuations étaient principalement responsables de l'instabilité économique dans le passé, varie désormais beaucoup moins ; d'abord parce que les investissements tendent à devenir plus massifs et s'étalent sur des périodes plus longues ; ensuite, parce que l'accélération du progrès technique incite ou oblige les entreprises à investir d'une façon beaucoup plus suivie ; en dernier lieu, parce que l'expansion continue justifie, aux yeux des capitalistes, une politique d'investissements constamment croissants qui à leur tour nourrissent l'expansion et ratifient a posteriori cette politique.

Deuxièmement, il y a une intervention consciente continue de l'Etat en vue de maintenir l'expansion économique. Même si la politique de l'Etat capitaliste est incapable d'éviter à l'économie l'alternance de phases de récession et d'inflation, encore moins d'en assurer le développement rationnel optimum, elle a été obligée d'assumer la responsabilité du maintien d'un « plein emploi » relatif et de l'élimination de dépressions majeures : La situation de 1933, qui correspondrait aujourd'hui aux Etats-Unis à un chômage de 30 millions, est absolument inconcevable, ou bien conduirait à l'explosion du système dans les vingt-quatre heures ; ni les ouvriers, ni les capitalistes ne la toléreraient plus longtemps. Ce qui fournit désormais à l'Etat capitaliste les instruments nécessaires pour maintenir les fluctuations économiques dans des limites étroites, c'est l'étendue de son intervention dans la vie économique et surtout l'énorme proportion du produit social qu'il manipule directement ou indirectement.

2. En conséquence l'importance numérique relative du chômage - on ne parle pas ici de son importance humaine <sup>7</sup> - a énormément diminué.

---

<sup>7</sup> L'élévation des besoins et la situation financière perpétuellement précaire de presque tous les salariés font que malgré les allocations (en général misérables) de chômage, l'état de chômeur est presque aussi intolérable aujourd'hui qu'autrefois. Pour le reste on peut et on doit dire, en paraphrasant

[*Addition édition anglaise 1963* : Dans presque tous les pays européens industrialisés, le pourcentage de chômeurs est resté très bas depuis la guerre, fluctuant entre 1 et 2 % de la force de travail. En Grande-Bretagne, où les fluctuations ont été les plus fortes, le pourcentage annuel moyen de chômeurs n'a pas dépassé 2,3 % (en 1959). Il a atteint entre 3 et 4 % pendant le premier trimestre de 1963, mais vers la fin de cette année il était de nouveau revenu à environ 2 %. L'Allemagne de l'Ouest a absorbé un nombre de chômeurs qui, en 1950, dépassait 1.500.000 et un afflux de réfugiés d'environ 200.000 chaque année, depuis 1960, le chômage dans ce pays est resté inférieur à 1 %. En France, le chômage n'a jamais dépassé 1 % de la force de travail. L'Italie et le Japon - pays dont l'industrialisation était loin d'être achevée pendant la première période d'après-guerre - non seulement ont absorbé dans l'industrie un nombre considérable de personnes employées auparavant dans l'agriculture, mais ont réduit leur chômage de 9,4 % en 1955 à 3 % en 1962 (dans le cas de l'Italie) et à 0,9 % en 1962 (dans le cas du Japon). En Suède, en Norvège et aux Pays-Bas, le pourcentage du chômage n'a jamais dépassé, depuis 1954, 2,6 % - et est à présent de loin inférieur à ce chiffre.

Même aux Etats-Unis, où la politique économique de l'Administration Eisenhower a créé une stagnation virtuelle de l'économie pendant huit ans, et où l'on ressent l'impact des progrès rapides de l'automation (cf. plus bas), le chômage a été en moyenne de 4,6 % entre 1946 et 1962, avec un maximum de 6,8 en 1958. On peut comparer ces chiffres avec les oscillations du taux de chômage avant la guerre aux Etats-Unis, allant de 3,3 % (pendant l'année de boom 1929) à 25 % de la force de travail (en 1933). Même en 1940, année de forte « reprise » et de préparation à la guerre, le chômage était encore de 10 % (v. *Annuaire Statistique des Nations Unies 1963*, Tableau 10).]

En dehors de rares cas particuliers, et malgré l'énorme développement technique, il n'y a pas eu de chômage technologique tant soit peu important. Et il est apparent que l'introduction de l'« automation » ne créera à cet égard rien de plus que des situations locales <sup>8</sup>.

3. La quasi-disparition du chômage a contribué à élever le revenu ouvrier moyen en longue période. Mais surtout, l'augmentation des salaires en termes réels a été non seulement plus rapide que dans les périodes précédentes du capitalisme, mais infiniment plus régulière <sup>9</sup>. C'est là, d'abord et avant tout, le résultat

---

Péguy, que la société où un seul homme est en chômage involontaire est une société absurde.

<sup>8</sup> Autre chose si l'« automation » est d'ores et déjà utilisée par les entreprises pour discipliner les travailleurs par la menace du chômage et en tout cas pour détériorer leur situation dans le processus du travail.

<sup>9</sup> En France, en fonction des facteurs spécifiques bien connus (guerre d'Algérie et décomposition progressive de la gestion capitaliste de l'économie surtout après 1956) ce processus s'est interrompu

de plus d'un siècle de luttes ouvrières, aussi bien des luttes générales et organisées que des luttes « informelles » dans le cadre d'une entreprise ou d'un atelier ; plus généralement, de la pression constante exercée par les salariés en ce sens dans tous les pays à tout instant.

[*Addition édition anglaise 1965* : Pour n'en citer qu'un exemple : en Grande-Bretagne, les gains horaires moyens des ouvriers mâles adultes dans les industries manufacturières sont passés de 39,6 pennies en 1950 à 84,9 pennies en 1964 - un accroissement total de 114,3 %, équivalant à un taux de croissance annuel composé de 6,6 %. (V.O.C.D.E., *General Statistics*, juillet 1964, p. 121). Dans ces chiffres, les « gains » comprennent les primes, les allocations pour le coût de la vie et les impôts et contributions payés par l'employé. Ils représentent les gains *horaires* moyens, y compris le paiement des heures supplémentaires, calculés sur le total de la semaine de travail.

Bien entendu, une grande partie de cet accroissement des salaires a été annulée par la hausse du coût de la vie. L'indice des prix à la consommation a augmenté pendant la même période de 61,7 % - soit, 4,1 % par an à taux composé (ib.). Cela donne une croissance annuelle moyenne des gains *en termes réels* de 2,5 % (à taux composé). Ce chiffre est inférieur au taux correspondant pour les pays continentaux industrialisés.

De plus, ce processus n'est évidemment pas équilibré. En Grande-Bretagne, par exemple, il y avait encore en 1964 environ 10 % des ouvriers mâles adultes qui gagnaient moins de 12 livres par semaine.]

D'autre part, une nouvelle politique patronale est apparue, appliquée par un nombre constamment croissant d'entreprises, que l'on peut résumer ainsi : céder, quand c'est nécessaire, sur les salaires, prendre même au besoin les devants pour éviter les conflits ; se rattraper par l'augmentation du rendement ; s'associer le plus possible les syndicats ; tâcher d'« intégrer » les ouvriers à l'entreprise par des avantages et des dispositions calculés à cet effet

Les revendications économiques au sens étroit - celles visant des augmentations de salaire et même celles visant une réduction de la durée du travail - ne paraissent plus, ni aux yeux des salariés ni à ceux des capitalistes comme impossibles à satisfaire à moins de bouleverser le système social. Un taux d'augmentation annuelle des salaires [réels] de l'ordre de 3 % est désormais considéré comme allant de soi, normal et inévitable, aussi bien par les patrons que par les ouvriers (bien entendu, par ceux-ci en tant que minimum, par ceux-là en tant que maximum). Le capitalisme peut réaliser un compromis pour ce qui est de la répartition du produit social, parce que précisément un rythme d'augmentation

---

et même inversé entre 1957 et 1959. Mais sauf bouleversement extraordinaire, il reprendra sa course dans la période qui vient.

des salaires qui est du même ordre que l'accroissement de la productivité du travail laisse en gros intacte la répartition existante.

[*Addition édition anglaise 1965* : L'évolution de la répartition du revenu mondial en Grande-Bretagne pendant le dernier quart de siècle permet de constater certains faits importants. En excluant la paie des Forces armées, le revenu provenant de l'emploi (salaires horaires et mensuels, contributions des employés à la Sécurité Sociale, etc.) a augmenté de 2.956 millions de livres en 1938 à 7.375 millions en 1950 et à 16.673 millions en 1962 (*National Income and Expenditure 1963 I.c.*, Tableau 2, pp. 3-4). Comme le revenu national pendant la même période est passé, respectivement, de 4.816 millions de livres à 10.701 millions et à 22.631 millions (ib., Tableau 1, pp. 2-3), on voit que la proportion du revenu national représentée par le « revenu du travail » a augmenté, passant de 61,4 % en 1938 à 68,9 % en 1950 et à 73,7 % en 1962. Cela reflète, en partie, l'accroissement, à l'intérieur de la main-d'œuvre totale, de la proportion des salariés (c'est-à-dire la réduction continue du nombre de producteurs indépendants » dans l'agriculture, le petit commerce, etc.). Mais il ne peut y avoir de doute sur le fait que la part du travail *n'a pas diminué*. Le revenu du travail a augmenté au moins *pari passu* avec la valeur de la production totale.

Des tendances similaires sont observées dans tous les pays industrialisés. Bien que ces statistiques (comme toutes les statistiques) doivent être interprétées avec grande prudence pour de nombreuses raisons, certaines connues et d'autres moins connues, aucune restriction ou qualification ne peut annuler la conclusion fondamentale : que les salaires augmentent, à long terme, *pari passu* avec la production. Comme on l'expliquera plus loin, *cela est pratiquement obligatoire.*]

4. L'élévation des taux de salaire et la quasi-disparition du chômage ont conduit à une progression régulière du niveau de vie ouvrier, mesuré en termes de marchandises consommées. A long terme, et abstraction faite des fluctuations conjoncturelles et des situations locales ou professionnelles, cette progression tend à être parallèle à celle de la production globale.

[*Addition édition anglaise 1965* : Cela ne signifie pas, évidemment, que le capitalisme moderne a éliminé la pauvreté. Par exemple, en 1964 en Grande-Bretagne, il y avait environ 3 millions de personnes recevant les subsides de l'Assistance Nationale ; 3 millions d'accusations vivantes du système, 3 millions de preuves de l'inégalité et du caractère partiel des changements que nous décrivons. On ne doit pas cependant oublier qu'aussi bien le concept que la définition de la pauvreté doivent être considérés dans une perspective historique, qu'ils ont changé depuis un siècle, et qu'aujourd'hui le niveau au-dessous duquel on a « droit » à l'« assistance publique » est certainement plus élevé qu'avant-guerre.

Il y a eu, de plus, un changement véritable du standard de vie. Lorsque Michael Harrington (*The Other America.*, Penguin, Londres, 1963) ou le Président

Johnson parlent du « cinquième submergé » de la population américaine, il y a là certes une mise en accusation accablante du capitalisme le plus moderne du monde. Cette pauvreté doit certainement être mise en lumière et dénoncée. Mais, si l'on veut y regarder de plus près, on doit mettre en regard ce « cinquième submergé » avec le « quart sous-privilégié de notre peuple » du Président Truman, et avec le « tiers pauvre » du Président Roosevelt.]

Ce phénomène n'est pas seulement irréversible (hors cataclysme mondial) ; il résulte d'un processus que rien ne pourra plus arrêter, car il est inscrit désormais dans l'anatomie, dans l'ossature physique du capital. Les deux tiers de la production finale contemporaine sont formés par des objets de consommation, dont une proportion constamment croissante est fabriquée en série. L'accumulation dans ces secteurs de l'économie serait impossible sans une extension régulière de la demande de masse des biens de consommation, y compris ceux considérés autrefois comme biens « de luxe ». Le processus est soutenu par une énorme activité de commercialisation dirigée vers la création de besoins et la manipulation psychologique des consommateurs, et renforcé, par des systèmes latéraux, comme le crédit à la consommation, dont les effets sont décisifs sur le marché des « biens durables »<sup>10</sup>. L'élévation du niveau de vie va de pair avec un accroissement, quoique beaucoup plus limité et irrégulier, des loisirs. Les deux s'accompagnent aussi bien d'un changement du type de consommation que, jusqu'à un certain point, d'un changement du mode de vie en général<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> Le crédit à la consommation a été récemment introduit en U.R.S.S. avec un grand succès (*Financial Times*, 17 septembre 1959). Plus généralement, la signification des phénomènes que nous décrivons dépasse les sociétés occidentales et devient vraie également pour les pays bureaucratiques de l'Est au fur et à mesure que ceux-ci « se développent ». Symétriquement, la bureaucratisation de la politique et l'irresponsabilité totale de la direction étatique dans les pays occidentaux avancent parallèlement à la « libéralisation » des régimes à l'Est. Les deux régimes convergent ; ce n'est plus seulement leur réalité profonde qui est identique, leur apparence aussi tend à le devenir

<sup>11</sup> Ce qui ne veut nullement dire que ce mode de vie devienne bourgeois, comme le dit A. Touraine (*V. Arguments*, N°9, décembre 1958). Il diffère aussi bien du mode de vie des ouvriers d'autrefois que de celui des privilégiés d'aujourd'hui. Relativement à ce dernier, les différences subsistent intégralement pour ce qui est de la *base économique* de la consommation. La *gêne* reste permanente dans les familles à revenu modeste, si même elle ne s'accroît pas parallèlement au « niveau de vie » qui propose et impose constamment de nouveaux besoins et de nouvelles dépenses ; cependant que, à l'autre bout de l'échelle, il y a des classes auxquelles la satisfaction des besoins matériels ne pose pas de problème économique. Les différences subsistent aussi pour ce qui est de la *structure matérielle* de la consommation, sauf que celle-ci désormais évolue perpétuellement, et subit une différenciation non pas spontanée mais organisée et intentionnelle : au fur et à mesure que le marché « de masse » annexe des biens réservés autrefois aux classes supérieures, celles-ci émigrent vers d'autres types de consommation. Cf. Vance Packard, *The Status Seekers* (traduit en français sous le titre stupide *Les maniaques du standing*) en particulier p. 315-319. Ce dernier fait (le *dependence effect* des économistes anglo-saxons) est en lui-même un ingrédient puissant des stimulants de con-

5. Le rôle des syndicats est profondément modifié, aussi bien objectivement qu'aux yeux des capitalistes et des ouvriers. Leur fonction essentielle est devenue le maintien de la paix dans l'entreprise, en échange de concessions périodiques sur les salaires et d'un très relatif statu-quo sur les conditions de production. Les capitalistes les voient ainsi comme un mal nécessaire, qu'ils ont renoncé à combattre, même indirectement. Ils sont vus par les ouvriers comme des organismes « corporatifs », sortes d'amicales ou mutuelles assurant tant bien que mal la protection d'une partie de leurs intérêts professionnels, et utiles à l'obtention des augmentations courantes de salaire. L'idée que les syndicats pourraient avoir un rapport quelconque avec une transformation du système social, violente ou pacifique, soudaine ou graduelle est aux yeux des ouvriers et d'après leurs actes une idée de martien.

6. La vie politique, au sens courant du terme, est devenue en fait et aux yeux des gens une affaire de spécialistes, considérés en général comme malhonnêtes et comme « formant tous une même clique »<sup>12</sup>. La population s'en désintéresse, non seulement en temps normal, mais même pendant les périodes que les spécialistes considèrent comme des « périodes de crise politique ». Elle se borne à participer aux jeux électoraux une fois tous les cinq ans, de façon cynique et désabusée.

7. En particulier, il n'y a plus d'organisations politiques ouvrières (nous ne disons pas révolutionnaires). Ce qu'il y a sous ce nom, ce sont des organisations politiques formées aux neuf dixièmes par des bureaucrates, des intellectuels sincères ou arrivistes et des syndicalistes professionnels pour lesquelles vote (ou ne vote pas) la majorité de la classe ouvrière. Il n'existe actuellement dans aucun pays moderne aucune organisation politique importante dont les militants soient fournis dans une proportion importante par la classe ouvrière ou même qui soit simplement capable de mobiliser effectivement sur des problèmes politiques une proportion importante de la classe ouvrière (même en entendant par importante une proportion aussi basse que 10 ou 15 %). Cette évolution est liée, de toute évidence, à la dégénérescence et à la bureaucratisation des organisations ouvrières de jadis, qui les a rendues indiscernables dans leur essence des organisations politiques bourgeoises. Mais elle correspond aussi à l'évolution d'ensemble du capitalisme, décrite plus haut. On y reviendra plus loin.

8. Le prolétariat, dans cette société, apparaît ainsi en première approximation comme ayant cessé d'être *classe pour soi* et redevenu simple *classe en soi* ; autrement dit, comme une catégorie sociale définie par la place des individus qui la composent dans les rapports de production, constituée par l'identité objective de

---

sommes indispensables à l'économie capitaliste moderne.

<sup>12</sup> C. Wright Mills, *The Power Elite*.



leur situation dans la société, mais qui ne posent pas eux-mêmes, consciemment, explicitement et collectivement le problème de leur sort dans la société. Plus exactement, le prolétariat continue à apparaître comme une classe consciente de son être collectif et agissant comme telle lorsqu'il s'agit de ses intérêts « économiques » et « professionnels ». Encore plus, et à un degré croissant, les ouvriers ou les salariés de chaque entreprise tendent à former une collectivité et à agir comme telle dans la lutte permanente au sein de l'entreprise concernant les rapports de production et les conditions de travail. Nous reviendrons longuement sur ce phénomène, qui est pour nous le phénomène fondamental. Mais cela ne change rien au fait que le prolétariat n'apparaît plus par son attitude effective et explicite dans les sociétés capitalistes modernes, comme une classe qui tend à agir pour renverser cette société ou même pour la réformer d'après une conception qui lui serait propre.

9. Cette même attitude existe dans toutes les classes ou couches de la population et à propos de toutes les activités sociales et collectives. C'est ce qui montre, si besoin en était, qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène conjoncturel ou temporaire, d'un recul passager de la conscience politique du prolétariat, mais bien d'un phénomène social profond, caractéristique du monde moderne. Une infime proportion de citoyens s'intéresse à la chose publique. Mais aussi, une infime proportion de syndiqués s'intéresse aux affaires du syndicat ; une infime partie des parents d'élèves s'intéresse aux activités des parents d'élèves ; une infime minorité des participants à une association quelconque s'intéresse à la gestion et aux affaires de cette association. La *privatisation* des individus est le trait le plus frappant des sociétés capitalistes modernes. Nous devons prendre conscience de ce que nous vivons dans une société dont le trait le plus important, pour ce qui nous intéresse, est qu'elle réussit jusqu'ici à détruire la socialisation des individus en tant que socialisation politique ; une société où les individus en dehors du travail se perçoivent de plus en plus comme des individus privés et se comportent comme tels ; où l'idée qu'une action collective puisse déterminer le cours des choses à l'échelle de la société a perdu son sens sauf pour d'infimes minorités (de bureaucrates ou de révolutionnaires, peu importe à cet égard). Une société dans laquelle la chose publique ou plus exactement la chose sociale est vue non seulement comme étrangère ou hostile, mais comme échappant à l'action des hommes ; qui renvoie donc les hommes à la « vie privée », ou à une « vie sociale » dans laquelle la société comme telle n'est pas mise explicitement en question.

## II

### LA PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE DANS LE MARXISME TRADITIONNEL

Ceux que nous appellerons les « marxistes traditionnels » refusent d'enregistrer ces faits. Certains admettent les transformations objectives du capitalisme contemporain (décrites plus haut sous les paragraphes 1 à 4). Mais les modifications de l'attitude et de l'activité des classes dans la société, et notamment du prolétariat, et en particulier ce phénomène central que nous avons appelé *privatisation*, n'existent pas pour eux. Dénommé « dépolitisation » ou « apathie politique », il est qualifié de provisoire, transitoire, résultat d'une « terrible défaite », etc. La magie des mots est ainsi utilisée pour réduire à rien la réalité des choses. On a pu, par exemple, entendre dire : la dépolitisation actuelle du prolétariat français n'a pas besoin d'explication particulière, elle traduit une phase de recul correspondant à une formidable défaite. Mais de quelle défaite s'agirait-il ? Pour qu'il y ait défaite, il faudrait qu'il y ait bataille ; et le fait éclatant est que le régime gaulliste s'est installé *sans* bataille. D'autres « approfondissent » alors l'argument : la défaite se trouverait précisément dans le fait de ne pas avoir livré bataille. Mais il est clair que le refus de livrer bataille, en mai 1958, exprimait précisément l'« apathie » ou « dépolitisation » des masses, que donc cette explication présuppose ce qu'elle devait expliquer. Il est également clair qu'on cherchera en vain une défaite à l'origine de l'apathie politique du prolétariat anglais, américain, allemand ou scandinave. Plus généralement, les questions ; est-ce que les modifications objectives du capitalisme sont sans rapport avec l'attitude des hommes dans la société ? A quel transitoire se réfère-t-on, puisque aussi bien cette minute-ci que l'existence de la Galaxie sont transitoires ? Comment les révolutionnaires peuvent et doivent-ils agir pour que cette situation, « transitoire » ou pas, soit dépassée ? - ces questions doivent, dans cette optique, demeurer sans réponse.

D'autres refusent en gros et en détail de reconnaître les transformations du capitalisme, attendent avec confiance la prochaine grande crise économique, continuent à parler de la paupérisation du prolétariat, dénoncent l'augmentation de profits capitalistes en même temps qu'ils essaient de démontrer la baisse historique du taux de profit. Cette attitude est plus conséquente, non seulement parce qu'elle refuse tout ce qui la gêne dans la réalité - un délire est d'autant moins attaquant qu'il est plus radical et plus complet -, mais aussi parce qu'elle essaie de sauver ce qui a passé pendant un siècle pour le fondement de la perspective et de la politique révolutionnaire.

C'est qu'en effet, si l'on pense en termes de marxisme traditionnel<sup>13</sup>, il faudrait conclure en toute rigueur que les transformations du capitalisme décrites plus haut suppriment la perspective révolutionnaire. Car ce qui fondait cette perspective dans l'esprit des marxistes traditionnels c'était, d'un côté, les « contradictions objectives de l'économie capitaliste » ; d'un autre côté, l'incapacité radicale du système à satisfaire les revendications *économiques des ouvriers*.

A vrai dire, il n'y a pas, dans le marxisme traditionnel, une réponse théorique systématique à la question : qu'est-ce qui doit conduire le prolétariat à une activité politique visant à transformer la société<sup>14</sup>. Mais la pratique du mouvement depuis un siècle, et ce que l'on peut appeler son esprit indique clairement le sens de la réponse qu'il lui donnait implicitement. Certes on trouvera quelques cita-

---

<sup>13</sup> Ce que nous appelons, dans la suite, le marxisme traditionnel et ce qui nous intéresse en premier lieu *n'est pas* la doctrine systématique et pure que l'on pourrait extraire de l'œuvre de Karl Marx, mais ce qui a été la théorie et l'idéologie du mouvement marxiste *effectif* dans sa réalité historique. Cela tout d'abord parce que ce sont les idées qui ont effectivement prévalu (en passant ou non pour celles de Marx, et en étant ou pas) qui ont modelé le mouvement ouvrier. La réalité historique de l'idéologie du Christianisme il faut la chercher beaucoup plus dans *l'Imitation* et les *Vies des Saints* que dans les Evangiles, Clément d'Alexandrie ou Saint Augustin. La réalité historique de l'idéologie marxiste se trouve dans ce qui a formé des millions de militants - les brochures et les articles de journaux, les œuvres de vulgarisation de Kautsky. *l'A.B.C. du communisme* de Boukharine ou même le *Karl Marx* de Lénine - et non pas dans *Le Capital*, que très peu de gens ont lu, encore moins dans les manuscrits de jeunesse de Marx, publiés pour la première fois en 1925. Ensuite parce que cette idéologie effective, en dépit de son schématisme et sa vulgarité, traduit assez fidèlement l'esprit de tout un côté de l'œuvre de Marx qui était devenu le plus important aux yeux de Marx lui-même. On le verra dans la suite du texte, à propos de l'économie du *Capital*. Enfin, comme cette même considération le montre, *il n'y a pas* de doctrine systématique que l'on pourrait extraire de l'œuvre de Marx car celle-ci contient des éléments foncièrement contradictoires. On y reviendra à la fin de ce texte.

<sup>14</sup> Les réponses qu'on peut trouver sont à la fois fragmentaires (car la question n'a jamais été traitée comme telle par tes auteurs classiques) et contradictoires. Ainsi chez Marx, à côté de passages (surtout dans les œuvres de jeunesse) soulignant la tendance du prolétariat à supprimer l'inhumanité de sa condition et à viser la société comme un tout, on trouve comme idée prédominante dans les œuvres de la maturité, celle de mécanismes économiques inexorables poussant le prolétariat à la révolte (exprimée de la façon la plus catégorique dans le passage bien connu du *Capital* qui termine le chapitre sur l'« Accumulation primitive »). On connaît la position de Kautsky, suivie par Lénine dans le *Que Faire ?*, d'après laquelle le prolétariat n'accède à l'activité politique que par l'effet de la propagande des intellectuels petits-bourgeois ; position que par ailleurs de nombreuses citations de Lénine lui-même contredisent. Dans *In Defense of Marxism*, Trotsky a défini le socialisme scientifique comme « l'expression consciente de la tendance élémentaire et instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des fondements communistes ». Phrase belle, mais qui ne fait qu'obscurcir le problème, en appliquant les termes métaphoriques « élémentaires » et « instinctif » à ce qui est chez le prolétariat le produit d'un développement et d'une lutte historiques. [V. « La question de l'histoire du mouvement ouvrier », *l.c.*]

tions immortelles où la condition du prolétaire est vue comme une condition totale, affectant tous les aspects de son existence. Mais il est vain de se cacher qu'aussi bien dans la théorie courante que dans la pratique quotidienne du mouvement l'essentiel était la condition économique du travailleur salarié et en particulier son exploitation en tant que vendeur de la force de travail, son expropriation d'une partie de son produit. Sur le plan théorique, toute l'attention était tournée vers les « contradictions objectives » et les « mécanismes économiques inéluctables » du capitalisme. Ceux-ci entraînaient le système vers des crises économiques périodiques et peut-être vers un effondrement final ; ils rendaient en même temps impossible la satisfaction des revendications ouvrières concernant la consommation, provoquaient des baisses de salaire ou en annulaient les hausses, créaient périodiquement un chômage de masse et menaçaient constamment le travailleur d'aller grossir les rangs de l'armée industrielle de réserve. Sur le plan pratique, c'étaient les questions économiques qui fournissaient à la fois le point de départ et les lignes centrales de la propagande et de l'agitation. De là, l'importance primordiale accordée au travail dans les syndicats, à leur constitution d'abord, à leur « noyautage » ensuite. En bref : l'exploitation capitaliste devait faire naître dans le prolétariat des revendications économiques, dont la satisfaction était impossible dans le cadre du système établi ; l'expérience ou la conscience de cette impossibilité devait entraîner les ouvriers à une activité politique visant à faire éclater le système ; le mouvement propre de l'économie capitaliste devait produire des crises, des ruptures de l'organisation capitaliste de la société permettant au prolétariat d'intervenir, en masse pour imposer ses solutions.

Il est incontestable que ces idées correspondent des aspects réels de l'évolution du capitalisme et de l'activité du prolétariat, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux alentours de la Deuxième Guerre mondiale. L'absence d'organisation du capitalisme laissait entièrement libre cours aux mécanismes du marché », qui effectivement produisaient - et tendaient nécessairement à produire - des crises dont rien, dans une économie libérale, ne limitait a priori la profondeur. Le capitalisme s'est pendant longtemps opposé avec acharnement à toute augmentation du niveau de vie ouvrier. Les luttes revendicatives ont été le point de départ de la mise de conscience d'une foule d'éléments ouvriers. Les organisations syndicales - qui d'ailleurs à leurs débuts ont été beaucoup plus que des simples syndicats professionnels - ont joué aussi bien le rôle de ferments dans la masse ouvrière que de milieu de formation des militants. La constitution des grandes organisations ouvrières, leur développement, l'influence qu'elles exercent sur l'évolution de l'économie et de la société capitaliste n'ont été évidemment possibles que parce qu'une fraction très importante du prolétariat y a participé activement et de façon permanente ; parce que, aussi, la masse ouvrière s'est toujours trouvée prête, en définitive, à travers les fluctuations conjoncturelles, à appuyer leur action sur des

problèmes cruciaux et à se mobiliser politiquement de façon autre qu'électorale.

Il paraissait tout aussi évident que les luttes revendicatives, dès qu'elles dépassaient une certaine ampleur ou intensité, tendaient nécessairement à poser le problème du pouvoir et de l'organisation générale de la société. Deux exemples pris dans l'expérience française de cet après-guerre éclaireront cette dernière idée et montreront aussi pourquoi l'optique traditionnelle peut paraître à des militants Français corroborée par la réalité encore aujourd'hui.

De 1945 à 1950 le capitalisme français effectue sa reconstruction dans le gaspillage et l'anarchie, mais avec une parfaite suite dans les idées sur un seul point : la reconstruction se fait sur le dos des salariés, c'est la baisse de leur niveau de vie et leur travail accru qui doit la financer. Etant donné le mécanisme de l'inflation et la direction de l'économie par la bourgeoisie, toute hausse générale des salaires se traduit presque immédiatement par une hausse des prix qui l'annule en termes réels. La revendication économique, impossible à satisfaire dans le cadre existant, conduit nécessairement au-delà de l'économie. Si le prolétariat veut arrêter sa surexploitation, il doit, à partir des revendications de salaire, les dépasser, poser le problème du contrôle des prix, de l'économie et finalement de l'Etat.

En 1957 et 1958, pour financer la guerre d'Algérie sans entamer ses profits, le capitalisme français réduit le niveau de vie des salariés. Des revendications de hausse des salaires dans ces conditions ne pouvaient avoir - et n'ont eu - aucun résultat. Le problème posé est celui de l'équilibre économique global. Les revendications de salaire ne pouvaient être effectivement satisfaites que si l'affectation du produit social par catégories d'utilisation était modifiée. Cela impliquait dans les circonstances données l'arrêt de la guerre d'Algérie, débouchait donc en plein sur les problèmes politiques du pays <sup>15</sup>.

Mais ces situations ne sont nullement typiques. Elles traduisent les particularités du capitalisme français et ses traits « arriérés » ; concrètement, son incapacité de parvenir, pendant ces périodes, à un degré de gestion « rationnelle » de son économie, intimement liée à son incapacité de se donner une organisation et une direction politique. La reconstruction d'après-guerre s'est effectuée dans la plupart des autres pays capitalistes dans des conditions infiniment moins chaotiques et sans créer des tensions comparables à celles qui ont existé en France. La guerre d'Algérie aurait pu être évitée - comme aurait pu être évitée la guerre d'Indochine, comme *a été* évitée la guerre de la Tunisie, du Maroc ou celle de l'Afrique noire, comme *a été* évitée par les Anglais la guerre de l'Inde, du Ghana

---

<sup>15</sup> Dans les deux cas - période de reconstruction, guerre d'Algérie - le passage du revendicatif au politique a avorté. Mais on peut dire que, dans les deux cas, cet avortement était dû à des facteurs proprement politiques, concernant le prolétariat et ses rapports avec les organisations bureaucratiques, facteurs qui *auraient pu* être dépassés.

ou du Nigeria. Elle aurait pu, en tout cas, être financée de façon qui ne crée pas de situation économique explosive en France - comme le montre ce qui s'est passé depuis mai 1958 <sup>16</sup>.

La situation typique est celle de tous les autres pays capitalistes modernes, où depuis la guerre les luttes revendicatives, parfois très importantes et même violentes n'ont pas mis en question la direction politique, encore moins la structure de la société, ni objectivement, ni dans la tête de ceux qui y participaient.

Mais, de même que la confirmation apparente des conceptions traditionnelles par le capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle ne suffisait pas pour les fonder, de même leur réfutation par l'expérience contemporaine ne règle pas leur sort. Il est, en tout état de cause, nécessaire de les discuter sur le plan théorique proprement dit. Cela conduit à un examen critique de l'économie politique marxiste, dont nous ne pouvons ici qu'esquisser les grandes lignes <sup>17</sup>.

Le fait fondamental de la société capitaliste est évidemment que le travail, en tant que *travail salarié*, est asservi au capital. Sur le plan économique, cet asservissement se traduit par l'exploitation du travail salarié, c'est-à-dire l'appropriation par la classe dominante d'une partie du produit social (plus-value), qu'elle utilise à sa guise ; sous le capitalisme, cette utilisation prend nécessairement pour l'essentiel la forme de *l'accumulation*, c'est-à-dire de l'augmentation du capital par la transformation d'une partie de la plus-value en moyens de production supplémentaire. Combinée avec le progrès technique, l'accumulation conduit à une expansion permanente de la production globale *et* de la production par ouvrier (rendement ou productivité). Le développement du capitalisme signifie la destruction des formes pré-capitalistes de production (production féodale ou petite production indépendante) et la prolétarianisation croissante de la société. En même temps, la lutte entre capitalistes entraîne la concentration du capital, que ce soit par absorption ou élimination des capitalistes les plus faibles ou par des fusions volontaires.

Cette définition des grands traits de l'économie capitaliste constitue un des apports impérissables de Marx à la connaissance de la réalité sociale moderne ; clairement saisie par lui lorsque le capitalisme n'existait réellement que dans

---

<sup>16</sup> Le financement de la guerre d'Algérie, de l'ordre au plus de 1.000 milliards de francs anciens par an, soit 4 % du produit national de la France, ne devrait pas créer des problèmes insurmontables pour un pays dont le produit national *s'accroît* de 4 ou 5 % *par an*. C'est une chose de dire que même un franc dépensé pour cette guerre est un franc de trop, et que cet argent est pris sur le travail des salariés ; c'en est une autre, que de dire ou insinuer, comme le fait constamment la « gauche », que la guerre ne pourra pas être continué pour des raisons financières, ou qu'elle ne pourrait l'être que par une réduction continue du niveau de vie des salariés.

<sup>17</sup> Dans tout ce qui suit, ce n'est plus de marxisme traditionnel, mais bien de Marx lui-même qu'il s'agit.

quelques villes d'Europe occidentale, elle a été confirmée de façon éclatante par l'évolution d'un siècle sur les cinq continents.

Mais l'analyse économique du capitalisme doit poser et résoudre les problèmes concernant le *fonctionnement* et l'*évolution* du système ainsi défini. Qu'est-ce qui détermine le niveau d'exploitation du travail salarié par le capital, ce que Marx appelle le taux d'exploitation (rapport de la plus-value totale ou de la masse des profits à la masse des salaires), et comment ce taux évolue-t-il ? Comment peut se réaliser l'équilibre économique (égalité de l'offre globale et de la demande globale) dans un système où production et demande dépendent de millions d'actes indépendants, et où surtout tous les rapports sont constamment bouleversés par l'accumulation et l'évolution technique ? Enfin, quelles sont les tendances à long terme de l'évolution du capitalisme, autrement dit, comment le fonctionnement du système en modifie-t-il progressivement la structure ?

C'est également Marx, qui, le premier, a posé avec clarté ces questions et a essayé d'y répondre de façon systématique et cohérente. Cependant, quelle que soit la richesse et l'importance du travail monumental qu'il leur a consacré, il faut dire que les réponses qu'il a fournies sont erronées sur le plan théorique, et en contradiction profonde avec ce qui est, à nos yeux, l'esprit de sa propre conception révolutionnaire.

La pierre angulaire de tous les problèmes est la détermination du taux d'exploitation. Pour Marx, ce taux dépend exclusivement de facteurs économiques objectifs, qui font qu'il ne peut qu'aller en augmentant ; c'est-à-dire que l'exploitation des ouvriers sous le capitalisme, vue comme *exploitation économique*, ne peut aller qu'en s'aggravant. Le taux d'exploitation dépend en effet, d'une part du produit réel de l'heure (ou journée, ou semaine) de travail, d'autre part du salaire réel. Le produit réel croît constamment (élévation de la productivité), sous l'effet des innovations techniques et de la « compression des pores » de la journée de travail. Quant au salaire réel, il est présenté dans *Le Capital* comme une donnée ; c'est le coût « objectif » du maintien en marchandises du « niveau de vie » de la classe ouvrière. Qu'est-ce qui détermine ce niveau de vie ? Des « facteurs historiques et moraux », dit Marx dans le Volume I du *Capital*. Mais l'ensemble de l'exposition rend clair que pour Marx ce niveau de vie doit être considéré au mieux<sup>18</sup> comme une constante ; le fonctionnement du marché du travail, la pression d'une surpopulation ouvrière que le capitalisme reproduit constamment empêchent qu'il s'élève jamais de façon significative et durable<sup>19</sup>.

---

<sup>18</sup> Au mieux, car les capitalistes essaient constamment de le réduire (ils y sont obligés) ; et comme, dans l'exposition du *Capital*, aucun facteur ne s'y oppose, sauf au point où cette réduction rend impossible la survie biologique d'un prolétariat en nombre suffisant, ils y parviennent. C'est le sens de la « paupérisation absolue ».

<sup>19</sup> Bien subsiste chez Marx des restes de la conception de Ricardo (régulation réciproque du salaire

[Addition édition anglaise 1965 : « Le taux de la plus-value est donc l'expression exacte du degré d'exploitation de la force de travail par le capital ou du travailleur par le capitaliste » (*Le Capital*, Livre I ; édition de la Pléiade, I, p. 771. Soul. dans le texte). Marx exprime le taux de la plus-value par le rapport :

$$\frac{p}{v} = \frac{\text{surtravail}}{\text{travail nécessaire}}$$

Exprimé en termes monétaires, ce rapport est équivalent au rapport :

$$\frac{\text{profits totaux}}{\text{salaires totaux}} \quad (\textit{ibid.}, \text{ pp. 771-774})$$

Les salaires sont le prix de la *marchandise* force de travail. « Le  *salaire* est, comme nous l'avons vu, le  *prix* d'une marchandise déterminée ; le travail. Aussi le salaire obéit-il aux mêmes lois que celles qui déterminent le prix de toute marchandise. » (*Travail salarié et capital*, Pl. I, p. 206. Soul. dans le texte). Ce prix de la force de travail est présenté, dans les écrits de Marx, comme prédéterminé et oscillant autour de la *valeur* de la force de travail. « L'offre et la demande ne règlent rien, si ce n'est les  *fluctuations* temporaires des prix du marché. Elles vous expliqueront pourquoi le prix courant d'une marchandise s'élève au-dessus ou descend au-dessous de sa *valeur*, mais elles ne peuvent jamais rendre compte de cette *valeur* elle-même... Au moment où l'offre et la demande s'équilibrent, et donc cessent d'agir, le prix courant d'une marchandise coïncide avec sa *valeur réelle*, avec le prix normal autour duquel son prix de marché oscille... Cela est vrai pour les salaires, comme pour les prix de toutes les autres marchandises... le salaire n'est qu'un autre nom du prix du travail... » ( *Salaire, prix et plus-value*, Pl. I, pp. 496, 498. Soul. dans le texte).

Si les salaires réels sont déterminés par la valeur de la force de travail. qu'est-ce qui détermine cette valeur ? Marx est clair sur ce point. La valeur de la force de travail est déterminée par le coût objectif de l'entretien de l'ouvrier et de sa famille. « Qu'est-ce donc que la *valeur de la force de travail* ? Comme celle de toute autre marchandise, sa valeur est déterminée par la quantité de travail nécessaire pour la produire. La force de travail d'un homme, c'est tout simplement ce qu'il y a de vivant dans son individu. Une certaine masse de denrées nécessaires

---

et de l'offre de travail de façon que les oscillations du salaire au-dessus ou au-dessous du minimum physiologique augmentent ou diminuent le taux de survie des générations ouvrières), la surpopulation ouvrière est pour Marx essentiellement un produit du capitalisme lui-même, qui remplace constamment les ouvriers par les machines. On en parlera plus loin.



permet à un homme de grandir et de se maintenir en vie... En plus de la quantité de moyens de subsistance nécessaire à son *propre* entretien, il lui en faut une autre quantité pour élever un certain nombre d'enfants destinés à le remplacer sur le marché de travail et à perpétuer la race des travailleurs. En outre, pour développer la force de travail et acquérir une certaine habileté, il dépensera une autre quantité de valeur. Pour notre propos, il nous suffit de considérer le seul travail *moyen*, dont les coûts en éducation et en développement tendent à zéro. » (ib., p. 511. Soul. Dans le texte) « ... La *valeur de la force de travail* est déterminée par la valeur des moyens de subsistance nécessaires pour produire, développer, entretenir et perpétuer la force de travail. » (ib., p. 511. Soul. dans le texte). Cela est l'équivalent en marchandises du niveau de vie de la classe ouvrière. Mais qu'est-ce qui détermine ce niveau de vie ?

Marx admettait : que des facteurs « historiques », « moraux » et « sociaux » entraient dans la détermination de ce niveau de vie. « La valeur de la force de travail est formée de deux éléments, l'un est purement physique, l'autre, historique et social. Sa limite dernière est déterminée par l'élément physique : pour se conserver et se reproduire, pour perpétuer son existence physique, la classe travailleuse doit recevoir les moyens de subsistance absolument indispensables pour vivre et se multiplier. La valeur de ces moyens indispensables, voilà donc la limite dernière de la *valeur du travail*... A côté de cet élément purement physiologique, la valeur du travail est déterminée dans chaque pays par un *standard de vie traditionnel*. Ce n'est pas seulement la simple vie physique ; c'est aussi la satisfaction de certains besoins, nés des conditions sociales dans lesquelles les gens vivent et ont été élevés. Le standard de vie anglais peut se réduire à l'irlandais ; le standard d'un paysan allemand, à celui d'un paysan de Livonie... L'élément historique ou social, qui entre dans la valeur du travail, peut s'élargir ou se resserrer ; il peut s'évanouir entièrement, en sorte que rien ne subsiste, sinon la limite physiologique. » (ib., p. 528. Soul. dans le texte). « le nombre même des besoins dits naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe ouvrière dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences, et par contrecoup les besoins qu'elle apporte dans la vie. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique ; ce qui la distingue des autres marchandises. Mais pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée. » (*Le Capital, l.c.*, p. 720).

Mais l'ensemble de l'exposition dans la plupart des écrits de Marx rend clair que pour Marx la valeur de la force de travail (et par conséquent le salaire) ne peut qu'osciller autour de limites étroites, sinon même à diminuer effectivement.

« ... dans ce conflit incessant du capital et du travail, quelles chances le travail a-t-il de l'emporter ? Je pourrais répondre en généralisant, et dire que le travail, comme toute marchandise, verra à la longue *son prix de marché* s'ajuster à sa *valeur* ; que le travailleur, en dépit des hauts et des bas, *et quoi qu'il y fasse* (soul. par moi, C.C.), ne recevra jamais, en moyenne, que la valeur de son travail, qui se résout dans la valeur de sa force de travail, qui est déterminée par la valeur des objets nécessaires à sa conservation et à sa reproduction. » (*Salaire, prix, et plus-value, l.c.*, p. 527. Soul. dans le texte). Marx considérait une telle diminution comme très vraisemblable. « Ces quelques indications (il s'agit essentiellement de ce que, d'après Marx, « dans le progrès de l'industrie, la demande de travail ne va pas à la même allure que l'accumulation. du capital », ib. p. 532) suffiront à le montrer : le fait du développement de l'industrie moderne doit progressivement incliner la balance en faveur du capitaliste et contre le travailleur ; par voie de conséquence, la production capitaliste tend généralement à rabaisser, et non point à relever, l'étalon moyen des salaires, c'est-à-dire de repousser plus ou moins la *valeur du travail* vers sa *limite minimale*... les luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système des salaires dans son ensemble... dans 99 cas sur 100, les travailleurs, en s'efforçant de relever les salaires, s'évertuent tout simplement pour soutenir la valeur donnée du travail... Les travailleurs ne doivent pas s'exagérer le résultat final de ces luttes quotidiennes. Qu'ils ne l'oublient pas ; ils combattent les effets, non pas les causes ; ils retardent la descente, ils n'en changent point la direction... » (ib., p. 532). « C'est ainsi que s'épaissit sans cesse la forêt des bras tendus qui demandent du travail et qui ne cessent de maigrir. » (*Travail salarié e capital, l.c.*, p. 228).

Pour ce qui est du : « facteur historique », il peut déterminer des différences d'un pays à un autre, mais rien, dans les écrits de Marx, ne laisse supposer qu'il pourrait rendre compte de *changements* - et, en particulier, d'augmentations - de la valeur de la force de travail, dans un pays donné, le long d'une période temporelle. Au contraire, comme on l'a déjà noté, « pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée » (*Le Capital, l.c.*, p. 720) et « la production capitaliste tend généralement à rabaisser, et non point à relever, l'étalon moyen des salaires, c'est-à-dire à repousser plus ou moins la *valeur du travail*, vers sa *limite minimale*. » (*Salaire, prix et plus-value, l.c.*, p. 532. Soul. dans le texte).

Le système d'ensemble de l'économie politique de Marx, toute sa théorie des crises et - par implication - ses postulats sur l'émergence d'une conscience socialiste, étaient tous basés sur cette théorie des salaires. Plus spécifiquement, ils étaient fondés sur la prémisse que les mécanismes du marché du travail, les changements de la composition organique du capital et la pression d'une population travailleuse toujours croissante (que le capitalisme tend à produire), empê-

cheraient les salaires réels (c'est-à-dire le standard de vie) d'augmenter de façon durable et significative. Au mieux, le standard de vie resterait statique. Les capitalistes tendent constamment à le réduire. Ils y sont obligés. Et puisque, dans les pages du *Capital*, rien ne s'oppose à cette tendance sauf au point où elle parvient à mettre en danger la survie biologique de la classe ouvrière, les capitalistes atteignent leur but. C'est cela, le sens véritable de la « paupérisation absolue ».]

[*Addition 1979.* : Commentant la phrase de Marx dans la *Misère de la philosophie* : « Le prix naturel du travail n'est autre chose que le minimum du salaire » (et, plus bas : « le minimum du salaire n'en reste pas moins le centre vers lequel gravitent les prix courants du salaire » ; Pl., I, p. 27), Engels écrivait en 1885 : « La thèse que le 'prix naturel', c'est-à-dire normal, de la force de travail coïncide avec le minimum de salaire, c'est-à-dire avec la valeur d'échange des subsistances absolument nécessaires pour la vie et la reproduction de l'ouvrier, - cette thèse, je l'ai établie pour la première fois dans l' 'Esquisse d'une critique de l'économie politique' (*Annales franco-allemandes*, Paris, 1844) et dans *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. On voit qu'elle fut alors adoptée par Marx. Lassalle nous l'a empruntée. Elle n'en est pas moins erronée, même si dans la réalité le salaire tend constamment à se rapprocher de son minimum. Certes, la force de travail est, en règle générale et en moyenne, payée au-dessous de sa valeur, mais ce fait ne saurait changer sa valeur. Dans *le Capital*, Marx a rectifié la thèse ci-dessus (voir la section 'Achat et vente de la force de travail'), tout en analysant les conditions qui permettent à la production capitaliste d'abaisser de plus en plus le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur (chap. XXIII, 'Loi générale de l'accumulation capitaliste') » (Pl. I., p. 1547).

Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur le caractère embarrassé de l'argumentation d'Engels qui, comme du reste implicitement Marx lui-même à cet égard, veut à la fois manger son pudding et l'avoir. Si, non pas accidentellement et pour quelques mois, mais « en règle générale et en moyenne » la « force de travail est payée au-dessous de sa valeur », alors les coûts de production et de reproduction de la force de travail sont ceux qui sont déterminés (pour un niveau de prix ou de valeurs unitaires donné) par ce paiement effectif, c'est la composante physique (la « quantité de subsistances ») correspondant à celui-ci qui fixe la « valeur de la force de travail » et toute autre « valeur » de cette force de travail est pure chimère métaphysique. Si le standard de vie de la classe ouvrière contient un « élément historique », alors « les conditions qui permettent à la production capitaliste d'abaisser de plus en plus le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur » font bien évidemment partie de cet élément « historique » - *donc*, les facteurs « historiques » sous le capitalisme tendraient à abaisser de plus en plus ce standard de vie, et par là même, la « valeur de la force de travail ».

Mais la question essentielle *n'est pas là*. Ce qui est requis par la logique de

l'argumentation de Marx sur l'augmentation du taux d'exploitation, n'est ni un standard de vie « minimum » de la classe ouvrière, ni une réduction de ce standard de vie vers un « minimum » ; c'est la *constance* de ce standard de vie. Marx pourrait parfaitement admettre que ce standard de vie est, au départ, égal à plusieurs fois le « minimum biologique » (à supposer que cette dernière expression ait un sens - en vérité, elle n'en a aucun), et qu'il ne diminue pas sous le capitalisme. Etant donné le fait incontestable de l'élévation de la productivité du travail sous le capitalisme, donc de la réduction des valeurs unitaires des marchandises qui entrent dans la consommation de la classe ouvrière, il pourrait toujours « déduire » que la *valeur* de la force de travail (produit de cette quantité de marchandises, constante, par leurs valeurs unitaires, décroissantes) diminue sous le capitalisme par le simple fonctionnement de l'économie, que donc aussi, à durée constante de la journée de travail, le taux d'exploitation (ou taux de la plus-value) ne peut qu'aller en augmentant. Dans la présentation et l'argumentation de Marx, pour qu'il y ait augmentation du taux d'exploitation, il faut et il suffit que le standard de vie de la classe ouvrière reste *constant*.

Certes, cette argumentation pourrait être assouplie ; il pourrait y avoir augmentation du taux d'exploitation même avec une élévation du standard de vie de la classe ouvrière, pourvu que celle-ci soit « moins rapide » que la baisse des valeurs unitaires des marchandises de consommation ouvrière (autrement dit, moins rapide que l'élévation de la productivité du travail dans les industries produisant ces marchandises). Mais, d'abord, cela ne pourrait jamais être démontré logiquement et en général ; ce serait une question *de fait*. Deuxièmement et surtout, la théorie serait alors sous l'obligation de dire quelque chose sur les facteurs qui font que ce standard de vie s'élève, et s'élève plus ou moins rapidement. Or parmi ces facteurs, le principal est la lutte des travailleurs contre l'exploitation ; facteur à la fois « extra-économique » et, par essence, *indéterminé*. Elle serait donc obligée d'admettre que, en tant que théorie économique, elle n'a à peu près rien à dire sur ce qui détermine l'évolution de la variable centrale du système, à savoir du taux d'exploitation (qui co-détermine de manière décisive le taux d'accumulation, etc.). On voit par là que la nécessité de postuler un standard de vie de la classe ouvrière non pas « minimum » mais *constant* (ou « donné », comme dit Marx) dépasse même les exigences d'une démonstration de l'« élévation du taux de l'exploitation » ; elle est impliquée dans toute tentative de construire une théorie économique comme théorie des « *déterminations objectives* » du processus économique. D'une autre manière, Piero Sraffa a abouti implicitement à un résultat analogue dans *Production of Commodities by Means of Commodities* (Cambridge U.P., 1960).]

Il faut dire tout de suite que cette conception équivaut à traiter dans la théorie les ouvriers comme le capitalisme voudrait mais ne peut pas les traiter dans la

pratique de la production - à savoir comme des *objets* purs et simples. Elle équivaut à dire que la force de travail est *intégralement* marchandise, au même titre qu'un animal, un combustible ou un minerai. Elle possède une valeur d'échange qui correspond à un coût objectif déterminé par les forces du marché ; elle possède une valeur d'usage, dont l'extraction ne dépend que du bon vouloir du capitaliste et de ses méthodes de production. Le charbon ne peut pas influencer sur le prix auquel il est vendu ; ni empêcher le capitaliste d'augmenter son rendement énergétique par des méthodes d'utilisation perfectionnées. L'ouvrier non plus.

Encore une fois, que ce soit là la tendance du capitalisme c'est certain. Mais, comme on le sait d'avance, et pour les raisons que l'on exposera plus loin, cette tendance ne peut jamais prévaloir intégralement - et si jamais elle le faisait, le capitalisme s'écroulerait aussitôt. Le capitalisme ne peut pas exister sans le prolétariat, et le prolétariat ne serait pas prolétariat s'il ne luttait constamment pour modifier ses conditions d'existence, aussi bien son sort dans la production que son « niveau de vie ». La production, loin d'être intégralement dominée par la volonté du capitaliste d'augmenter indéfiniment le rendement du travail, est tout autant déterminée par la résistance individuelle et collective des ouvriers à cette augmentation. L'extraction de la « valeur d'usage de la force de travail » n'est pas une opération technique, mais un processus de lutte acharnée, dans lequel les capitalistes se retrouvent perdants pour ainsi dire une fois sur deux. La même chose vaut pour le niveau de vie, c'est-à-dire le niveau du salaire réel. Dès ses origines, la classe ouvrière s'est battue pour réduire la durée du travail et pour élever le niveau des salaires, et c'est cette lutte qui a déterminé l'évolution de ce niveau. S'il est plus ou moins vrai que, pour l'ouvrier individuel à un instant donné, le niveau de son salaire se présente comme une donnée objective indépendante de son action <sup>20</sup>, il est entièrement faux de dire que le niveau des salaires sur une période donnée est indépendant de l'action de la classe ouvrière. Ni le travail effectif à fournir pendant une heure de travail, ni le salaire reçu en échange ne peuvent être déterminés par aucune espèce de loi, règle, norme ou calcul « objectifs ». S'ils pouvaient l'être, le capitalisme serait un système rationnel ou tout au moins rationalisable, et toute discussion sur le socialisme serait vaine.

Ce que nous disons ne signifie pas que des facteurs proprement économiques ou même « objectifs » ne jouent aucun rôle dans la détermination du niveau de salaire. Tout au contraire. La lutte de classe ne joue à chaque instant que dans un cadre économique - et plus généralement, objectif - donné et agit non seulement

---

<sup>20</sup> Même cela n'est pas tout à fait exact ; la lutte ouvrière même individuelle dans la production a une influence importante sur les rémunérations effectives. Cf. dans le N° 23 de *S. ou B.*, « Sur le contenu du socialisme », en particulier p. 120 et suivantes. (*L'Expérience du mouvement ouvrier*, 2, p. 77 et suiv.)

directement mais aussi par l'intermédiaire d'une série de « mécanismes économiques » partiels. Pour n'en donner qu'un exemple entre mille : une victoire revendicative des ouvriers dans un secteur a un effet d'entraînement sur le niveau général des salaires non seulement parce qu'elle peut stimuler la combativité des autres ouvriers, mais aussi du fait que les secteurs à bas salaire éprouveront des difficultés grandissantes pour recruter de la main-d'œuvre. Mais aucun de ces mécanismes n'a une action et une signification propres si on fait abstraction de la lutte de classe ; et le cadre économique est graduellement modifié par celle-ci. Réciproquement, il faut dire que toute l'analyse du texte se réfère au *Capital*. Dans *Salaires, prix et profits* (conférence faite devant des ouvriers anglais longtemps avant *Le Capital*), Marx défend clairement l'idée juste que la lutte ouvrière peut améliorer le niveau des salaires. Cette idée est abandonnée dans *Le Capital*, au profit de la conception objectiviste discutée dans le texte. Il est vrai qu'il serait impossible de fonder sur elle la mécanique du capitalisme qu'essaie de constituer *Le Capital*.

[Addition 1979 : La phrase sur *Salaires, prix et profits* (ou *Salaire, prix et plus-value*) du paragraphe ci-dessus contient deux erreurs. Cette conférence a été faite en 1865, soit deux ans seulement avant la parution du Livre I du *Capital* - auquel du reste Marx travaillait déjà depuis pas mal de temps. Et, d'autre part, comme le montrent les citations fournies plus haut, si Marx reconnaît dans ce texte que la lutte ouvrière peut exercer passagèrement une influence sur le niveau des salaires (et bien entendu aussi, que les ouvriers ne sauraient se « résigner » sans se « dégrader ») il n'en conclut pas moins, de la manière la plus massive et la plus catégorique, que cette lutte ne peut que « retarder la descente », non pas « changer la direction » de l'évolution. Je ne peux m'expliquer cette double erreur qu'en me référant à ma tendance de l'époque à voir chez Marx une évolution l'éloignant des inspirations révolutionnaires de sa jeunesse pour en faire un théoricien « systématique ». Or cette évolution est toute relative. En vérité, ce que j'ai appelé les deux éléments antinomiques de la pensée de Marx - le germe révolutionnaire, anti-spéculatif, et l'élément théoriciste, systématique, objectiviste, déterministe - coexistent chez lui dès les premières oeuvres. V maintenant, dans *l'Institution imaginaire de la société*, le Ch. I, en particulier pp. 76 à 96, et 1' « Introduction » à *la Société bureaucratique*, Vol. 1, pp. 46 à 50 ; rééd. 1990 Christian Bourgeois, pp. 20 - 56]

Il est tout autant erroné de prétendre que, lutte ou pas, le capitalisme ne peut pas laisser les salaires augmenter. Que chaque capitaliste et la classe capitaliste prise dans son ensemble s'y opposent tant qu'ils peuvent, c'est certain ; qu'il y ait une impossibilité pour le système, c'est radicalement faux. L'idée classique était que le capitalisme était incapable de supporter des augmentations de salaire, parce que celles-ci signifiaient automatiquement la diminution des profits, donc

la réduction du fonds d'accumulation indispensable à l'entreprise pour survivre à la concurrence. Mais cette image statique est sans réalité. Si le rendement des ouvriers augmente dans une année de 4 %, et les salaires également, les profits augmentent nécessairement aussi de 4 % toutes choses égales par ailleurs. Et si la pression des salariés conduit à des augmentations à peu près analogues entre entreprises et secteurs, aucun capitaliste ne sera défavorisé par rapport à la concurrence. Du moment qu'elles n'excèdent pas substantiellement et durablement les augmentations de la productivité, et qu'elles sont généralisées, les augmentations de salaires sont parfaitement compatibles avec l'expansion du capital.

Elles lui sont même, en dernière analyse, indispensables sur le plan strictement économique (et abstraction faite de leur utilisation pour river les ouvriers à la production). Dans une économie qui croît en moyenne au taux de 3 % par an, et où les salaires correspondent à 50 % de la demande finale, tout écart tant soit peu substantiel entre le taux d'accroissement des salaires et le taux d'expansion de la production conduirait au bout d'un temps relativement court à des déséquilibres formidables, et à une incapacité d'écouler la production qui ne pourrait être corrigée par aucune « dépression », aussi profonde qu'elle soit. Une production qui augmente de 3 % par an double à peu près tous les vingt-trois ans : au bout d'un siècle, elle est multipliée par vingt. Si la production nette du secteur capitaliste en France était en 1860 de 100 par ouvrier employé, elle est aujourd'hui de 2 000 ; la théorie de la paupérisation absolue signifie que si le salaire était de 50 en 1860, il est inférieur à 50 aujourd'hui, autrement dit que les salaires représentent moins de  $50/2.000^e$  (soit moins de 2,5 %) du produit net du secteur capitaliste ! Quel que soit le volume de l'accumulation, de l'exportation de capital, des dépenses de l'Etat, etc., l'écoulement de la production serait dans ces conditions rigoureusement impossible.

En fait, le résultat de la lutte de classe jusqu'ici a été une augmentation du salaire réel qui a été, en gros et à long terme, parallèle à l'augmentation de la productivité du travail. Le prolétariat, en d'autres termes, n'a pas réussi - ou pas substantiellement - à modifier la répartition du produit social à son avantage ; mais il a réussi à éviter que cette répartition ne s'aggrave à son détriment. Le taux d'exploitation à long terme est resté à peu près constant. Pourquoi la lutte de classe a abouti jusqu'ici à ce résultat-ci et pas à un autre, c'est une question trop vaste pour qu'on puisse l'aborder ici.

La théorie de Marx sur l'élévation du taux d'exploitation a joué - et continue de jouer - un rôle dans la conception traditionnelle, pour autant que cette élévation y paraît comme le moteur de la lutte de classe. Mais elle a aussi une importance centrale dans son analyse des conditions d'équilibre dynamique de l'économie capitaliste et de ses « contradictions ».

*[Addition édition anglaise 1965 : On voit cela très clairement dans la préface*

écrite en 1891 par Engels pour *Travail salarié et capital* de Marx : « De toute la masse de produits créés par la classe ouvrière, il ne lui revient donc qu'une partie. Et, ainsi que nous venons de le voir, l'autre partie que la classe capitaliste conserve pour elle... devient, à chaque découverte et invention nouvelles, de plus en plus grande, alors que la partie revenant à la classe ouvrière (calculée par tête) ou bien ne s'accroît que très lentement et de façon insignifiante, ou bien reste stationnaire, ou bien encore, dans certaines circonstances, diminue.

« Mais ces découvertes et inventions qui s'évincent réciproquement avec une rapidité de plus en plus grande, ce rendement du travail humain qui s'accroît chaque jour dans des proportions inouïes, finissent par créer un conflit dans lequel l'économie capitaliste actuelle ne peut que sombrer. D'un côté, des richesses incommensurables et un excédent de produits que les preneurs ne peuvent absorber. De l'autre, la grande masse de la société prolétarisée, transformée en salariés et mise de ce fait même dans l'incapacité de s'approprier cet excédent de produits. La scission de la société en une petite classe immensément riche et une grande classe de salariés non possédants fait que cette société étouffe sous son propre superflu, alors que la grande majorité de ses membres n'est presque pas, ou pas du tout, protégée contre l'extrême misère. » (*Travail salarié et capital, Salaires, prix et profits*, Paris, Editions Sociales, 1962, p. 17.)]

La « dynamique objective des contradictions économiques du capitalisme » résulterait du conflit entre le développement illimité des forces productives, vers lequel tend le capitalisme, et le développement limité du pouvoir de consommation de la société (pouvoir économique, bien entendu et non biologique), reflet de la stagnation du niveau de vie de la classe ouvrière ou de son élévation trop lente par rapport à la production. Ce conflit ferait que l'accumulation du capital ne pourrait se réaliser qu'à travers des crises périodiques entraînant une destruction des richesses, ou même rendrait cette accumulation à la limite impossible<sup>21</sup>.

Il découle directement de ce que nous venons de dire que ce conflit ne crée pas de contradiction absolue et insurmontable. Le conflit est réel jusqu'à un certain point : le capitalisme augmente effectivement la production, mais cette augmentation ne s'accompagne pas automatiquement et nécessairement d'un ac-

---

<sup>21</sup> C'est à cette dernière conclusion que parvient Rosa Luxembourg, mais en fonction d'un raisonnement différent, que nous ne pouvons pas discuter ici. Ajoutons que de grandes discussions ont eu lieu entre marxistes pour savoir si les crises sont des crises de « surproduction » ou de « sous-consommation ». A une certaine époque, le terme de « sous-consommationniste » était une des injures les plus graves que l'on pouvait proférer contre quelqu'un sans être tenu à demander son exclusion immédiate. Cette distinction est purement théologique. Surproduction et sous-consommation sont des notions qui s'impliquent réciproquement ; il n'y a de surproduction que relative à un niveau donné de demande solvable, il n'y a de déficience de la demande que relative à un niveau donné de production.



croissement correspondant de la demande sociale solvable. Mais il n'y a pas de contradiction insurmontable : la demande sociale solvable *peut* être augmentée, sans nullement que le ciel s'effondre. Elle peut l'être comme résultat de la lutte ouvrière, qui augmente les salaires ; en conséquence d'une augmentation de l'accumulation capitaliste ; par l'effet d'une politique consciente augmentant les dépenses de l'État<sup>22</sup>.

Cette considération règle à nos yeux la question sur le plan profond ; car elle montre que la réalisation d'un équilibre dynamique de l'économie capitaliste ou la possibilité de l'accumulation sans crises) est un problème *relatif*. C'est Marx lui-même qui a le premier montré, dans le Volume II du *Capital*, que l'accumulation sans crises était *possible*, pourvu que certaines proportions entre les grandeurs économiques soient respectées. Ses formules peuvent être aisément généralisées : l'accumulation sans crises sera possible si, à partir d'un état d'équilibre, toutes les grandeurs économiques croissent proportionnellement - ou si leurs rythmes différents de croissance se compensent réciproquement. Si, par exemple, dans une économie à population constante, l'accumulation annuelle (accroissement annuel net du capital) équivaut à 3 % du capital installé et si, de ce fait<sup>23</sup>, la productivité par heure-ouvrier augmente également de 3 %, il faut et il suffit pour que l'équilibre se préserve indéfiniment que les salaires et la consommation improductive des capitalistes (y compris celle de l'Etat) augmentent également de 3 % par an. Si, dans cette même économie, les rapports entre grandeurs économiques sont modifiés, des ajustements rétablissant l'équilibre sont toujours *possibles*. Si par exemple, les capitalistes réussissent à imposer une diminution du salaire réel ouvrier mais augmentent de façon correspondante leur consommation improductive ou les dépenses de l'Etat, l'équilibre sera maintenu ; de même, s'ils entreprennent une accumulation à un taux plus élevé, aussi longtemps qu'ils maintiendront ce taux ; de même enfin, s'ils diminuent leur accumulation pour augmenter les dépenses de l'Etat (dans ces deux derniers cas, le taux de croissance de l'économie sera différent de ce qu'il aurait été autrement, et aussi la répartition des forces productives entre production de moyens de production et production d'objets de consommation devra être modifiée, graduellement ou brutalement).

---

<sup>22</sup> La discussion de cette dernière possibilité dans le texte *La consolidation temporaire du capitalisme mondial* (dans le N° 3 de *S. ou B.*, p. 60-61 [maintenant, dans *Capitalisme moderne et révolution*, 1, p. 266-268] est faite dans l'optique traditionnelle et comme telle elle est en partie insuffisante et en partie fautive.

<sup>23</sup> La proportionnalité impliquée dans le texte entre le taux d'accumulation et le taux d'augmentation de la productivité est, à strictement parler, une hypothèse pour simplifier la discussion. Elle correspond toutefois aux faits observés ; c'est l'hypothèse qui se vérifie empiriquement en moyenne et à la longue.

Maintenant, il est certain que l'économie capitaliste classique, à savoir entièrement livrée aux forces du marché, ne contient aucun mécanisme qui garantisse la croissance proportionnelle de ses grandeurs, ou qui ajuste ces croissances les unes aux autres ; ou plutôt, que ce « mécanisme d'ajustement » n'est rien d'autre que la crise économique elle-même (crise de surproduction). Son évolution spontanée tend effectivement à produire régulièrement un déséquilibre ; les phases d'expansion sont nécessairement des phases d'accumulation accélérée, pendant lesquelles la capacité de production tend à augmenter plus rapidement que la demande finale d'objets de consommation, ce qui conduit à la surproduction, au freinage du processus d'accumulation - et à la crise. Sous une forme affaiblie - l'alternance de phases d'euphorie et de récession - le même phénomène, résultat des mêmes facteurs, persiste dans l'économie capitaliste contemporaine.

Mais la concentration du capital et l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie signifient précisément que l'économie capitaliste n'est plus intégralement livrée aux forces du marché - en tout cas, pas à l'égard du problème des crises, qui est le plus important aux yeux des capitalistes, parce que remettant en question de façon périodique la stabilité de leur pouvoir sur la société. L'intervention de l'Etat est précisément désormais ce facteur de compensation des déséquilibres, qui était absent dans le capitalisme classique. En augmentant ou diminuant sa demande nette de biens et services l'Etat devient un régulateur du niveau de la demande globale et peut en particulier compenser, la déficience de cette demande qui est à l'origine des crises de surproduction <sup>24</sup>. Que cette intervention de l'Etat capitaliste soit caractérisée elle-même par les irrationalités et l'anarchie profonde que présente la gestion capitaliste-bureaucratique de la société, c'est incontestable ; qu'elle crée à d'autres niveaux, des conflits et des déséquilibres dont on parlera plus loin, c'est certain. Mais il n'empêche qu'une dépression du genre de celle de 1929 est désormais inconcevable, en dehors d'une crise de folie collective des capitalistes.

La question devrait du reste être claire depuis longtemps pour ceux qui ad-

---

<sup>24</sup> D'autres moyens sont également utilisés (politique monétaire, régulation du crédit à la consommation, etc.). Mais aucun n'a l'efficacité de la politique budgétaire. Il faut dire que l'importance des dépenses étatiques comme moyen d'équilibrer l'économie avait été reconnue par les marxistes longtemps avant Keynes et le « deficit spending » : on admettait (et l'on admet toujours) que les dépenses d'armement peuvent sortir le capitalisme d'une dépression et sont utilisées à cet effet. Mais rien ne montre mieux le degré d'auto-mystification auquel était parvenu le mouvement que la réduction de cette idée juste à un fétichisme des armements. Si les dépenses d'armement peuvent sortir le capitalisme d'une dépression, pourquoi les dépenses de construction de routes ne le peuvent-elles pas ? Un fait relatif - que, sous certaines conditions la classe capitaliste préférera la construction d'armements à d'autres dépenses possibles - était érigé en absolu magique. La fabrication de canons aurait des vertus curatives des dépressions que d'autres types de dépenses de l'Etat n'auraient pas.

mettent que la suppression de la propriété privée et du marché classique ne suffisent pas pour abolir le capitalisme. Si l'on admet en effet que la concentration totale des moyens de production entre les mains d'une seule compagnie capitaliste ou de l'Etat ne leur enlève pas le caractère de capital - comme Marx, Engels et Lénine l'ont admis - aussi longtemps qu'une couche particulière domine la production et la société, on est obligé d'admettre immédiatement que les crises économiques de surproduction sont un phénomène relativement superficiel qui ne correspond qu'à une phase du capitalisme. Car où cherchera-t-on les crises de surproduction dans l'économie de capitalisme bureaucratique intégral - comme en Russie par exemple ? Il est en effet clair que, dans ce cas, l'incapacité profonde et nécessaire de la bureaucratie à planifier rationnellement de son propre point de vue ne se traduit pas et ne peut pas se traduire par des crises de surproduction générale, et que des « surproductions », si elles s'y manifestaient, n'auraient ni plus ni moins de signification que les autres expressions de l'incohérence de la planification bureaucratique <sup>25</sup>.

Pour Marx, ce qui était encore plus important que les crises de surproduction, c'était les grandes tendances ou lois qu'il avait cru discerner dans l'évolution du capitalisme : l'augmentation du taux d'exploitation ; l'élévation de la composition organique du capital (élimination des ouvriers par les machines) ; la baisse du taux de profit. Plus importantes parce qu'elles se trouvent à l'origine des crises de surproduction et qu'elles doivent conduire à une aggravation de celles-ci à travers l'histoire du capitalisme. En effet, l'augmentation de l'exploitation et l'élévation de la composition organique du capital conduisent toutes les deux à une diminution relative ou absolue de la masse des salaires, donc de la demande de biens de consommation parallèle à l'augmentation de la production de ces biens, donc à la surproduction ; et, à la crise suivante, le taux d'exploitation s'est entre-temps accru et la composition organique s'est élevée - ce qui rend le dépassement de la crise plus difficile. Mais ces tendances sont aussi plus importantes que les crises de surproduction, parce qu'elles expriment les « impossibilités » du capitalisme. La production ne peut pas croître indéfiniment, cependant que la demande finale d'objets de consommation stagne par suite de l'augmentation du taux d'exploitation. L'accumulation ne peut pas continuer sans se ralentir si sa source, la masse des profits, baisse relativement à la masse du capital. Le capitalisme enfin ne peut pas continuer à la fois à prolétarianiser la société et à condamner une masse croissante de prolétaires au chômage, comme le veut la loi de

---

<sup>25</sup> il faut rappeler ici que des marxistes considérant l'U.R.S.S. comme un régime « capitaliste d'Etat » y ont pendant longtemps cherché l'équivalent des dépressions capitalistes et de l'armée industrielle de réserve - et ont cru le trouver dans le phénomène des camps de concentration, où Staline réunissait, à les en croire, la surpopulation ouvrière qui ne pouvait pas être employée dans la production.

l'élévation de la composition organique et la croissance de l'armée industrielle de réserve qui en résulte.

Mais ces impossibilités sont imaginaires. Nous avons montré plus haut qu'il n'y a pas de « loi » d'augmentation du taux de l'exploitation, et qu'au contraire, ce qui correspond aux nécessités de l'économie capitaliste c'est la constance à long terme de ce taux d'exploitation. On a également montré ailleurs<sup>26</sup> que la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit » était inconsistante et par ailleurs dépourvue de toute signification. Enfin, l'élévation incontestable de la composition organique du capital - le fait que le même nombre d'ouvriers manipule une quantité toujours croissante de machines, matières premières, etc. - d'une importance fondamentale pour l'évolution de la production et de l'économie à d'autres égards, n'a pas eu du tout le résultat que Marx lui attribuait, c'est-à-dire la croissance à long terme du chômage ou de l'armée industrielle de réserve. Ici encore, comme dans la question des crises, un problème relatif a été érigé en contradiction absolue. L'expulsion des ouvriers par les machines dans un secteur conduira ou non à un accroissement durable du chômage suivant que certaines conditions existent ou non : parmi celles-ci les plus importantes sont l'emploi primaire et secondaire créé par la construction des nouvelles machines, et surtout le rythme de l'accumulation dans les autres secteurs de l'économie. Or ces conditions dépendent de multiples facteurs, parmi lesquels un rôle décisif est joué par le taux d'exploitation qui, comme on l'a déjà dit, dépend essentiellement de la lutte de classe. Il se trouve ainsi que la lutte ouvrière pour l'augmentation des salaires a contribué indirectement (et de façon non intentionnelle) à limiter l'importance du chômage technologique.

Pour les économistes académiques, un taux élevé de salaire renforce la tendance des capitalistes à introduire des inventions et des investissements qui économisent le travail vivant. Par conséquent, l'augmentation des salaires devait favoriser le chômage. Mais ce raisonnement oublie, comme l'a fait remarquer Joan Robinson (*The rate of interest and other essays*, p. 52) que ce qui entre en ligne de compte pour un capitaliste à cet égard n'est pas le niveau absolu des salaires, mais la différence entre les salaires qu'il paye aux ouvriers et le coût de la machine qui les remplacerait ; or, ce coût est également fonction du niveau des salaires. Une hausse générale des salaires n'altère donc pas les conditions du choix du capitaliste. Nous ajouterons, quant à nous, que la vraie relation entre niveau de salaires et emploi est le *contraire* de celle admise par l'économie académique. Car plus le taux de salaire est élevé, plus l'emploi total (primaire et secondaire) créé par un investissement donné est grand ; plus, par conséquent, la diminution

---

<sup>26</sup> V. « Sur la dynamique du capitalisme » dans le N° 12 de *S. ou B.* [et l'Appendice I à ce texte, « *La 'baisse du taux de profit'* » in « *Capitalisme... Vol. I* », pp. 205 - 219]

finale nette de l'emploi provoquée par un investissement économisant du travail sera petite. Cela parce que ce que l'on appelle depuis Keynes le « multiplicateur d'emploi » n'est rien d'autre, en termes marxistes, que l'inverse du taux d'exploitation ; plus ce taux est petit, plus l'emploi total créé par un investissement sera grand. Il en résulte que, en luttant pour des salaires plus élevés, la classe ouvrière combat en même temps les effets sur l'emploi des inventions économisant du travail.

[*Addition édition anglaise 1965* : Ainsi, soit X le produit annuel net de l'économie, p le produit net par heure de travail, N l'emploi total (mesuré en heures de travail), w le salaire horaire, I l'investissement net et G la consommation improductive des capitalistes (privée et gouvernementale). Alors, par définition :

$$X = p N \quad \text{et} \quad X = I + G + w N$$

$$\text{Donc : } p N = I + G + w N$$

$$p N - w N = I + G$$

$$N (p - w) = I + G \quad \text{Soit } N = \frac{I + G}{(p - w)}$$

On voit que, plus (p - w) est petit, c'est-à-dire plus w est grand relativement à p (en d'autres termes encore, plus le taux d'exploitation est bas), plus sera grande la quantité d'emploi correspondant à un niveau donné d'investissement (et/ou de consommation des capitalistes).]

[*Addition édition anglaise 1965* : Le problème du chômage technologique est apparu de nouveau ces dernières années, sous la forme des « effets de l'automation », en particulier aux Etats-Unis. Ce n'est pas ici l'endroit pour discuter de manière détaillée l'impact et la signification de l'automation, qui soulève des problèmes beaucoup plus profonds que les problèmes simplement économiques. Pour l'instant, nous allons considérer strictement les effets de l'automation sur la quantité de l'emploi total.

Il faut souligner tout d'abord que, à cet égard, l'automation ne constitue pas quelque chose de qualitativement nouveau. Entre l'automation et les autres formes de « rationalisation » capitaliste il n'y a qu'une différence de degré, relative au rythme selon lequel le travail vivant est remplacé par des machines. Sous certaines conditions, que nous essaierons d'analyser ici, cette différence - qui n'est pas gouvernée par des lois économiques aveugles - peut cependant devenir décisive.

Depuis plus d'un siècle maintenant, dans un pays comme les Etats-Unis (et, en fait, dans n'importe quel pays capitaliste avancé), la production par heure/ouvrier a augmenté au taux moyen composé d'environ 2,5 % par an. Cela

revient à dire que la quantité de travail nécessaire pour la production d'un volume donné de produit a diminué, bon an mal an, d'à peu près 2,5 % par an. Cela signifie encore que la production totale d'il y a un siècle pourrait être produite aujourd'hui en utilisant seulement 8 % de la force de travail d'alors. Si rien d'autre n'était arrivé, l'élévation de la productivité du travail aurait donc créé une masse de chômeurs égale à 92 % de la main-d'œuvre d'il y a un siècle. A ces millions de chômeurs, on devrait évidemment ajouter la totalité de l'accroissement de la population travaillante qui a eu lieu pendant ces cent années. Cette situation absurde n'aurait évidemment jamais pu se réaliser : le système aurait explosé plusieurs fois en cours de route. En fait, le système non seulement a été capable de ré-employer la force de travail que « libérait » la mécanisation, mais aussi d'employer pratiquement la totalité de la force de travail additionnelle engendrée par la croissance de la population (et, dans le cas des Etats-Unis, l'énorme quantité de force de travail provenant de l'immigration en plus). Ainsi, *l'emploi total aux Etats-Unis aujourd'hui est presque sept fois plus grand qu'il y a un siècle (68 millions, contre 10,5 millions en 1860).*

Comment cela a-t-il pu se faire ? D'abord, évidemment, moyennant l'énorme et plus ou moins continue expansion de la demande (et de la production). La demande de marchandises (et de services) est, en dernière analyse, une demande de travail (excepté dans un monde de science-fiction où tout serait totalement automatisé, y compris les opérations chirurgicales). A chaque niveau de la technique, à chaque niveau de mécanisation et d'automatisation, la demande d'une quantité donnée de marchandises se traduit par une demande d'une quantité différente de travail. Le progrès technique signifie exactement cela : qu'une demande donnée de marchandises peut être satisfaite avec une quantité moindre de travail. *Mais il existe toujours un taux d'expansion de la demande qui peut absorber la force de travail « libérée » par le progrès technique.* Ainsi, supposons que chaque année 2,5 % de la force de travail existante est « libérée » du fait de la mécanisation. Supposons en outre que l'accroissement « naturel » de la force de travail est de 1 % par an. Alors, il suffit que la demande augmente d'environ 3,5 % par an, pour que le travail disponible soit absorbé.

Ce raisonnement suppose aussi que les heures de travail hebdomadaires (ou annuelles) restent constantes. Cela n'est pas nécessaire - et cela n'a pas été le cas. La deuxième voie par laquelle les effets de l'élévation de la productivité sont résorbés est, comme on le sait, la réduction de la durée de la semaine de travail ou du « contenu en heures de travail » de l'année de travail. Cela aussi s'est réalisé. La semaine moyenne de travail a diminué de 70 heures peut-être il y a un siècle à 40 - 50 heures actuellement.

Si, par suite de l'« automatisation », la croissance du produit par heure/ouvrier devient substantiellement plus rapide qu'auparavant - et que, par conséquent, la

vitesse à laquelle les ouvriers des secteurs automatisés deviennent « superflus » s'élève -, pour que l'équilibre soit préservé, la demande devra croître plus rapidement de manière correspondante et/ou la durée du travail diminuer plus fortement de manière correspondante.

C'est jusque-là, et pas plus loin, que peut nous mener le raisonnement économique. Il n'existe aucun mécanisme automatique incorporé au système capitaliste garantissant que la demande croîtra effectivement à un rythme plus rapide. Mais pas davantage, il n'existe de mécanisme qui empêche la demande de croître à un rythme suffisant. Ici encore, le facteur décisif est l'action des hommes, des groupes sociaux et des classes. Si les ouvriers réussissent à imposer un taux de croissance des salaires réels (et/ou de diminution de la durée de travail) qui corresponde au taux nouveau et plus élevé de croissance de la productivité, cela suffira pour maintenir le système en équilibre, à un taux d'expansion plus élevé. Egalement, si les capitalistes et leur Etat comprennent l'importance du problème et augmentent à un degré suffisant d'autres types de demande (qu'il s'agisse d'armements, d'éducation, de voyages interplanétaires ou de transferts de capital aux pays sous-développés), l'équilibre pourra tout aussi bien être maintenu. Et diverses combinaisons de ces deux facteurs pourraient aboutir au même résultat.

Le problème de l'automation n'est donc pas un problème économique, mais un problème social et politique. Et ce sont des facteurs sociaux et politiques qui pourraient conférer à l'automation une signification explosive dans les Etats-Unis d'aujourd'hui. Le fait que le capitalisme américain est loin d'être pleinement centralisé, comme aussi le fait que sa direction reste toujours dominée par des idées et des attitudes anachroniques (comme on l'a vu dans le conflit entre le Congrès et Kennedy concernant les réductions d'impôts), pourraient, s'ils étaient combinés avec une introduction accélérée de l'automation, conduire à une crise. Cette crise, à son tour, ne conduirait qu'à une centralisation et une bureaucratisation accrues, si les masses ne s'en emparaient pas pour renverser le système.

Encore une fois, dans tout ce qui précède nous n'avons considéré que les grands effets quantitatifs de l'automation sur l'emploi. Il existe évidemment d'autres aspects de la question, qui sont, en dernière analyse, plus importants : les types de travail requis par une économie plus ou moins automatisée diffèrent de ceux qui étaient demandés précédemment, la localisation du travail peut être différente, la structure de la main-d'œuvre et le type de travaux exécutés subiraient des transformations profondes, etc.]

\* \* \*

Les tendances vraiment importantes de l'évolution à long terme du capitalisme ne sont pas à chercher dans le domaine économique proprement dit, et cela

pour une raison simple. Cette évolution entraîne une modification des *structures* économiques du capitalisme, et par là une transformation plus ou moins profonde des lois économiques. Les relations et les lois à l'intérieur d'une économie capitaliste concurrentielle ne sont pas les mêmes que celles dans une économie où dominent les monopoles, et ces dernières sont très différentes de celles qui régissent une économie de capitalisme bureaucratique intégral (où les moyens de production sont étatisés et un plan de production général est appliqué). Ce qui est commun à ces différentes étapes, ce sont les tendances d'évolution de la *production* : l'aliénation croissante du travailleur, la mécanisation et la « rationalisation » capitalistes, et leur corollaire : la concentration. C'est aussi et surtout le facteur déterminant de cette évolution : la lutte de classe. Nous y reviendrons plus loin.

Nous avons essayé de montrer succinctement que le système économique développé par Marx dans *Le Capital* (sans parler de ses vulgarisations) ne rend pas compte du fonctionnement et de l'évolution du capitalisme. Si l'on réfléchit sur le sens de cette critique, on s'apercevra que ce qui nous est apparu constamment comme la source de ce qui est contestable dans *Le Capital* est sa méthodologie. La théorie du salaire de Marx et son corollaire, la théorie de l'augmentation du taux de l'exploitation, partent d'un postulat : que l'ouvrier est réduit effectivement et intégralement par le capital en objet (en marchandise). La théorie des crises part également d'un postulat, au fond analogue au premier : que les hommes et les classes (en l'occurrence, la classe capitaliste) ne peuvent rien face au fonctionnement de l'économie.

Ces postulats sont faux, mais ils ont aussi une signification plus profonde. Ils sont nécessaires pour que l'économie devienne une science au sens des sciences de la nature. Pour cela il faut que son *objet* soit formé par des *objets* ; et c'est en effet comme des purs et simples objets qu'ouvriers et capitalistes apparaissent dans *Le Capital*. Ils n'y sont que les instruments aveugles et inconscients réalisant par leurs actes ce que les « lois économiques » imposent. Si l'économie doit devenir une mécanique de la société, il faut qu'elle ait affaire à des phénomènes régis par des lois « objectives », indépendantes de l'action des hommes et des classes. On aboutit ainsi à cet énorme paradoxe : Marx, qui a découvert la lutte des classes, écrit un ouvrage monumental analysant le développement du capitalisme, ouvrage d'où la lutte des classes est totalement absente.

Cette vue de l'histoire traduit l'influence qu'a exercée sur Marx l'idéologie capitaliste ; car ces postulats et cette méthode, dans ce qu'ils ont de plus profond, expriment l'essence de la vision capitaliste de l'homme. Nous y reviendrons plus loin. Mais on ne peut clore cet examen critique de l'économie marxiste sans essayer d'en dégager clairement les implications politiques.

Quelle est, dans cette conception, la conscience de l'ouvrier ? C'est une conscience de la misère, et rien de plus. L'ouvrier a des revendications économiques,



suscitées par le système, et il apprend d'expérience que le système interdit leur satisfaction. Cela peut le mener à la révolte ; mais quel en sera l'objet ? Une meilleure satisfaction de ses besoins matériels. Si cette conception était vraie, tout ce que l'ouvrier apprendrait sous le capitalisme c'est qu'il désire une consommation plus élevée et que le capitalisme est incapable de la lui offrir. Le prolétariat pourrait à la rigueur détruire cette société. Par quoi la remplacerait-il ? Aucun contentif positif nouveau pouvant fonder une reconstruction de la société ne pourrait surgir d'une simple conscience de la misère ; ni pour ce qui est de l'organisation de la nouvelle société, ni pour ce qui est de son orientation le prolétariat ne pourrait tirer de son expérience de la vie sous le capitalisme de nouveaux principes. Brièvement parlant, la révolution prolétarienne devient dans ces conditions un simple réflexe de révolte contre la faim, dont il est impossible de voir comment jamais le socialisme pourrait être le résultat.

Et quelle est l'origine des contradictions du capitalisme, de ses crises et de sa crise historique ? C'est l'« appropriation privée », autrement dit la propriété privée et le marché. C'est cela qui fait obstacle au « développement des forces productives », qui serait par ailleurs le seul, vrai et éternel objectif des sociétés humaines. La critique du capitalisme consiste finalement à dire qu'il ne développe pas assez vite les forces productives (ce qui revient à dire qu'il n'est pas assez capitalisme). Pour réaliser ce développement plus rapide, il faudrait et il suffirait que la propriété privée et le marché soient éliminés : nationalisation des moyens de production et planification offrirait alors la solution à la crise de la société contemporaine.

Cela d'ailleurs les ouvriers ne le savent pas et ne peuvent pas le savoir. Leur situation leur fait subir les conséquences des contradictions du capitalisme, elle ne les conduit nullement à en pénétrer les causes. La connaissance de celles-ci ne résulte pas de l'expérience de la production, mais du savoir théorique portant sur le fonctionnement de l'économie capitaliste, savoir accessible certes à des ouvriers individuels, mais non pas au prolétariat en tant que prolétariat. Poussé par sa révolte contre la misère, mais incapable de se diriger lui-même puisque son expérience ne lui donne aucun point de vue privilégié sur la réalité ; le prolétariat ne peut être, dans cette optique, que l'infanterie au service d'un état-major de spécialistes, qui eux, *savent*, à partir *d'autres* considérations auxquelles le prolétariat comme tel n'a pas accès, ce qui ne va pas avec la société actuelle et comment il faut la modifier. La conception traditionnelle sur l'économie et la perspective révolutionnaire ne peut fonder, et n'a fondé effectivement dans l'histoire, qu'une *politique bureaucratique*.

Certes Marx lui-même n'a pas tiré ces conséquences de sa théorie économique ; ses positions politiques sont allées, la plupart du temps, dans un sens diamétralement opposé. Mais ce sont *ces* conséquences qui en découlent objective-

ment, et ce sont elles qui ont été affirmées de façon de plus en plus nette dans le mouvement historique effectif, aboutissant finalement au stalinisme.

La vue objectiviste de l'économie et de l'histoire ne peut être que la source d'une politique bureaucratique, c'est-à-dire d'une politique qui, sauvegardant l'essence du capitalisme, essaye d'en améliorer le fonctionnement.

### III

## LA CONTRADICTION FONDAMENTALE DU CAPITALISME

Le capitalisme est la première société historique que nous connaissons dont l'organisation contienne une contradiction interne insurmontable. Le terme de contradiction a été galvaudé par des générations de marxistes et de pseudo-marxistes, jusqu'à perdre toute signification. Il a été utilisé de façon abusive par Marx lui-même, qui parle de contradiction entre « les forces de production » et les « rapports de production », ce qui, on le verra plus loin, n'a pas de sens.

Comme d'autres sociétés historiques, le capitalisme est une société divisée en classes. Dans toute société divisée en classes, ces classes s'opposent car leurs intérêts sont en conflit. Mais l'existence de classes comme telle et l'exploitation comme telle ne créent pas de contradiction. Elles déterminent simplement une opposition ou un conflit entre deux groupes sociaux. Il n'y a pas de contradiction dans une société esclavagiste ou féodale, quelle que puisse être par moments la violence du conflit qui fait s'affronter exploitateurs et exploités. Ces sociétés sont « réglées » : la norme sociale, la domination d'une classe exige des individus des conduites qui peuvent être inhumaines et opprimentes, mais qui restent possibles et cohérentes. Ce que le maître impose à l'esclave, et le seigneur au serf, ne comporte pas de contradiction interne et est réalisable, sauf si le maître « dépasse les limites » ; mais dans ce dernier cas il est pour ainsi dire lui-même en dehors des normes du système qui impliquent qu'il prenne soin du rendement et de la condition des esclaves, dans son propre intérêt de maître, comme il le fait pour le bétail. Même lorsque des circonstances permettent aux maîtres ou les obligent de traiter les esclaves de façon qui implique leur extermination, il n'y a pas là de « contradiction ». Il est logique de tuer les agneaux si la viande est chère et la laine trop bon marché. Que les agneaux peuvent en l'occurrence ne pas se laisser faire, c'est une autre histoire. De même, ces sociétés, une fois établies et en temps normal, ne sont pas déterminées dans leur évolution quotidienne par la lutte entre les deux classes. A la limite, les esclaves peuvent se révolter contre les maîtres, les serfs peuvent brûler le château du seigneur : les deux termes du conflit restent extérieurs l'un à l'autre. Il n'y a pas de dialectique commune du maître et de

l'esclave sauf pour le philosophe et au niveau astral où celui-ci se situe ; il n'y a pas de dialectique concrète commune, ce n'est pas l'activité quotidienne des exploités qui oblige quotidiennement les exploités à transformer leur société.

Le capitalisme, au contraire, est bâti sur une contradiction intrinsèque - une contradiction vraie, au sens littéral du terme. L'organisation capitaliste de la société est contradictoire au sens rigoureux où un individu névrosé l'est : elle ne peut tenter de réaliser ses intentions que par des actes qui les contrarient constamment. Pour se situer au niveau fondamental, celui de la production : le système capitaliste ne peut vivre qu'en essayant continuellement de réduire les salariés en purs *exécutants* - et il ne peut fonctionner que dans la mesure où cette réduction ne se réalise pas ; le capitalisme est obligé de solliciter constamment la *participation* des salariés au processus de production, participation qu'il tend par ailleurs lui-même à rendre impossible <sup>27</sup>. Cette même contradiction se retrouve, en termes presque identiques, dans les domaines de la politique ou de la culture.

Cette contradiction constitue le tait capitaliste fondamental, le noyau du rapport social capitaliste.

Ce rapport n'apparaît dans l'histoire de la société que lorsque certaines conditions sont réunies :

1) Il faut tout d'abord que le *travail salarié* soit devenu le rapport de production fondamental. La signification du travail salarié à cet égard est double :

- D'un côté, dans le travail salarié direction et exécution sont virtuellement séparées dès le départ, et tendent à se séparer de plus en plus. Non seulement *l'objet* de la production, mais aussi les *méthodes* et les *moyens* de production - le déroulement du processus du travail - tendent , à un degré croissant, à être déterminés par un autre que le travailleur direct. Le commandement de l'activité tend à être transposé hors du sujet de l'activité.

Le commandement de l'activité est, dans un sens, extérieur au sujet de l'activité partout où il y a mise en valeur directe par les exploités du travail des exploités ; ainsi par exemple lorsqu'il s'agit du travail des esclaves. Mais commandement extérieur *reste* extérieur à l'activité ; le maître se borne à fixer l'objectif de l'activité ou la tâche de l'esclave et à s'assurer qu'il les réalise ou qu'il n'arrête pas de travailler. Le processus du travail lui-même n'est pas « commandé » ; les méthodes (comme les instruments) de travail sont traditionnelles et permanentes, elles ont été incorporées une fois pour toutes dans l'esclave, il y a tout au plus besoin de surveillance pour s'assurer que l'esclave s'y conforme. Le maître n'a pas besoin de *pénétrer* constamment le processus du

---

<sup>27</sup> V. l'analyse de cette contradiction dans l'article « Sur le contenu du socialisme » (N° 23 de S. ou B.), en particulier pp. 84 et suiv. et 117 et suiv. [Maintenant, dans *l'Expérience du mouvement ouvrier*. 2, p. 15 et suiv., 71 et suiv.]

travail pour le bouleverser, La contradiction du capitalisme c'est qu'il est commandement complètement extérieur de l'activité productive, et en même temps commandement obligé de *pénétrer constamment à l'intérieur* de cette activité, de lui dicter ses méthodes et jusqu'à ses gestes élémentaires.

- d'un autre côté, dans le rapport salarié, aussi bien la rémunération du travailleur que l'effort qu'il doit fournir sont essentiellement indéfinis. Aucune règle objective, aucun calcul, aucune convention sociale acceptée ne permettent de dire, dans une société capitaliste, quel est le salaire juste ou l'effort à fournir pendant une heure de travail. Cette indétermination essentielle est masquée aux débuts de l'histoire du capitalisme par les habitudes et la tradition <sup>28</sup>, mais elle apparaît clairement lorsque le prolétariat commence à contester l'état des choses existant. Dès ce moment, le « contrat de travail », toujours provisoire et renouvelable, ne repose que sur le rapport de forces entre les parties ; son exécution ne peut être assurée qu'en fonction d'une guerre incessante entre capitalistes et ouvriers <sup>29</sup>.

2) Le rapport salarié ne devient un rapport intrinsèquement contradictoire qu'en fonction de l'apparition d'une technologie évolutive, et non statique comme celle des sociétés antérieures. Le développement rapide de cette technologie interdit toute sédimentation permanente des modes de production qui pourrait servir de base à une stabilisation des rapports de classe dans l'entreprise. Elle empêche en même temps que le savoir-faire technique se cristallise immuablement dans des catégories spécifiques de la population travailleuse.

Ces facteurs n'agissent qu'en conjonction avec une condition socio-politique et culturelle générale : le capitalisme ne peut se développer et s'affirmer complètement qu'au travers d'une révolution ou pseudo-révolution « bourgeoise » démocratique. Celle-ci, même lorsqu'elle n'entraîne pas une participation active des masses, liquide les statuts sociaux antérieurs, prétend que le seul fondement de l'organisation sociale est la raison, proclame l'égalité des droits et la souveraineté du peuple, etc. Ces caractéristiques se présentent même là où la révolution capitaliste et la transformation bureaucratique se trouvent télescopées (par exemple en Chine depuis 1949).

C'est l'ensemble de ces conditions qui donne à la lutte de classes sous le capitalisme son aspect particulier et unique. En effet, la lutte du prolétariat

---

<sup>28</sup> Marx lui-même n'est pas parvenu à se dégager de cette optique ; la théorie du salaire exposée dans *Le Capital fait* explicitement appel à « l'élément moral et historique » qui détermine le niveau de vie de la classe ouvrière, donc la somme de biens dont un ouvrier a besoin pour vivre et se reproduire, donc la « valeur de la force de travail » dont le salaire est l'expression monétaire.

<sup>29</sup> Voir la description de cette guerre dans les textes de Paul Romano (N° 1 à 6 de *S. ou B.*), Georges Vivier (N° II à 17), D. Mohé (N° 22) ; v. aussi « *Sur le contenu du socialisme* » I.e., pp. 117 et suiv. [*L'Expérience...*, 2, p. 71 et suiv.]

- englobe rapidement tous les aspects de l'organisation du travail ; car, loin d'apparaître comme « naturelles » ou « héritées », les méthodes et l'organisation de la production, constamment bouleversées par les capitalistes, apparaissent pour ce qu'elles sont en réalité : des méthodes visant l'exploitation maximum du travail, la subordination toujours croissante du travailleur au capital ;

- prend son point d'appui sur la contradiction interne de l'adversaire, qui est obligé à la fois de l'attiser constamment et de lui fournir ses armes ;

- par là même, elle est virtuellement permanente, aussi bien en ce qui concerne les salaires qu'en ce qui concerne le rythme et les conditions de travail ;

- n'en est pas réduite, comme celle des esclaves ou des serfs, d'avoir pour objet le « tout ou rien » de l'organisation de la société. La guérilla incessante dans les lieux de travail éduque les prolétaires et leur fait prendre conscience de leur solidarité ; les succès des luttes partielles leur offrent, à moindres frais, la démonstration qu'ils peuvent par leur action modifier leur sort. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est parce qu'il a la possibilité d'une action « réformiste » que le prolétariat devient classe révolutionnaire ;

- par conséquent elle peut affecter, et affecte réellement au fur et à mesure qu'elle gagne en importance, l'évolution de la production, de l'économie et finalement de l'ensemble de la société. En agissant sur les taux de salaire, la lutte ouvrière agit aussi bien sur le niveau de la demande que sur la structure de la production et sur le rythme de l'accumulation capitaliste ; en agissant sur les rythmes et les conditions de travail, elle oblige le capitalisme à poursuivre le développement technologique dans un sens bien déterminé - celui qui lui offre les meilleures possibilités de mater la résistance des ouvriers ; en luttant contre le chômage, le prolétariat oblige l'état capitaliste à intervenir pour stabiliser l'activité économique, et par là à exercer un contrôle croissant sur cette activité. Les répercussions directes et indirectes de cette lutte ne laissent intacte aucune sphère de la vie sociale. Même les lieux de vacances des capitalistes ont été modifiés lorsque les ouvriers ont arraché les congés payés.

Quelle est donc l'histoire et la dynamique de la société moderne ? C'est l'histoire et la dynamique du développement du capitalisme. Mais le développement du capitalisme signifie littéralement le développement du prolétariat. Le capital produit l'ouvrier, et l'ouvrier produit le capital - non seulement quantitativement, mais *qualitativement*. L'histoire de la société dans laquelle prend naissance le capitalisme, c'est tout d'abord l'histoire de la prolétarianisation croissante de cette société, de son envahissement par *le* prolétariat ; elle est, en même temps, l'histoire de la lutte des capitalistes et des prolétaires. La dialectique de cette société, c'est la dialectique de cette lutte. Tous les autres facteurs et mécanismes, qui peuvent jouer un rôle important dans les sociétés antérieures, prennent avec le développement du capitalisme un caractère périphérique et résiduel relativement

à cet élément central.

Pour le marxisme traditionnel, la dynamique du capitalisme est celle d'une crise quantitativement croissante, d'une misère toujours plus lourde, d'un chômage toujours plus massif, de surproductions toujours plus amples. Contrairement aux apparences cette vue implique en fait qu'il n'y a pas *d'histoire* du capitalisme, au sens vrai du terme - pas plus qu'il n'y a d'« histoire » d'un mélange chimique où des réactions se produisant à un rythme de plus en plus accéléré conduisent finalement à l'explosion du laboratoire. Car dans cette conception, le déroulement des événements est en vérité indépendant de l'action des hommes *et* des classes. Les capitalistes n'agissent pas - ils « sont agis » par les mobiles économiques qui les déterminent au même titre que la gravitation régit le mouvement des corps ; ils n'ont en fait aucune prise sur la réalité, qui évolue indépendamment d'eux, d'après les « lois de mouvement du capitalisme » dont ils sont les marionnettes inconscientes. Il est hors de question qu'ils puissent aménager leur régime pour consolider leur pouvoir, inimaginable qu'ils puissent apprendre, eux aussi, de l'expérience historique, comment mieux servir leurs intérêts. Même les ouvriers « sont agis » plutôt qu'ils n'agissent ; leurs réactions sont déterminées par ce même mouvement automatique de l'économie, et conditionnées par une misère biologique ; la révolution est presque directement reliée à la faim ; bien entendu, l'action de la classe ne peut presque rien sur l'évolution de la société, aussi longtemps que celle-ci n'est pas renversée ; bien entendu aussi, la révolution doit conduire à des résultats prédéterminés. L'on ne voit guère non plus ce que le prolétariat peut *apprendre* au cours de cette histoire, hormis qu'il faut combattre le capitalisme à la mort. Connaître cette société ne peut signifier pour lui que l'éprouver comme la cause de sa misère, sans que sa vie et sa condition lui permettent de comprendre son fonctionnement et les causes de ce qui lui arrive ; les théoriciens le savent, qui ont étudié les lois de la reproduction élargie du capital et de la baisse du taux de profit ; s'il peut exister une conscience de la révolution, ce n'est alors certainement pas chez le prolétariat qu'il faut la chercher.

Le problème des rapports entre l'action du prolétariat et sa conscience n'a jamais été élucidé dans le marxisme classique. La tentative de Lukàcs de le résoudre (dans *Histoire et conscience de classe*) ne fait que l'obscurcir et montre bien les contradictions de la conception classique. Dans le premier des essais qui forment ce livre, la conscience du prolétariat n'est rien en dehors de son action, elle *est* action tout court. Le prolétariat incarne la vérité objective de l'histoire car son action doit la transformer en sa prochaine étape nécessaire ; et il effectue cette transformation sans vraiment *savoir* ce qu'il fait. Ce savoir de soi ne pourra venir que par la révolution et après celle-ci. Ce tour de passe-passe par lequel un objet muet se transforme en sujet absolu relève de l'hégélianisme ; c'est un idéalisme et même un spiritualisme absolu, qui pose la raison achevée et totale - qui

s'ignore elle-même, n'est pas conscience de soi, donc n'est pas *sujet historique concret* - dans les « choses elles-mêmes » (et le prolétariat est chose sous le capitalisme, car pour Lukàcs le prolétaire est effectivement réifié, le capital réussit à transformer l'ouvrier en chose). Dans cette conception, la « praxis de prolétariat » a simplement pris la place de l'Esprit absolu de Hegel. Ce premier essai est écrit en pleine montée révolutionnaire en Russie et en Allemagne, en 1919. Mais une conscience qui n'est pas conscience de soi ne peut pas transformer l'histoire, le prolétariat n'arrive pas à se saisir lui-même du pouvoir en Europe, ni à le garder en Russie, et c'est une autre conscience de soi qui émerge, souveraine : le parti bolchevique. Lukàcs écrit alors (en septembre 1922) les « Remarques méthodologiques sur la question de l'organisation », dans lesquelles le Parti apparaît comme la conscience en acte de la classe. Comme toujours, le spiritualisme doit bien finir par trouver le sujet historique concret en lequel s'incarnera une transcendence qui sans cela resterait ce qu'elle est : un fantôme. Dieu devient alors l'Eglise catholique, l'Esprit absolu anime la bureaucratie prussienne, et la « praxis du prolétariat » devient la pratique de la III<sup>e</sup> Internationale déjà zinoviéviste.

Nous disons, quant à nous, que l'évolution du capitalisme est une histoire au sens fort du terme, à savoir un processus d'actions d'hommes et de classes qui modifient constamment et consciemment <sup>30</sup> les conditions mêmes dans lesquelles il se déroule et au cours duquel surgit du *nouveau*. C'est l'histoire de la constitution et du développement de deux classes d'hommes en lutte, dont chacune ne peut agir en rien sans agir sur l'autre ; c'est l'histoire de cette lutte, au cours de laquelle chacun des adversaires est amené à créer des armes, des moyens, des formes d'organisation, des idées, à inventer des réponses à la situation et des fins provisoires, qui ne sont nullement prédéterminés et dont les conséquences voulues ou non, modifient à chaque étape le cadre de la lutte.

Pour la classe capitaliste, se constituer et se développer signifie accumuler, « rationaliser » et concentrer la production (c'est-à-dire « rationaliser » à une échelle toujours plus vaste). Accumuler signifie à la fois transformer le travail en capital, donner à la vie et à la mort de millions d'hommes la forme d'usines et de machines, et pour ce faire créer un nombre constamment croissant de prolétaires. « Rationaliser », dans le cadre capitaliste, signifie asservir toujours plus le travail vivant à la machine et aux dirigeants de la production, réduire toujours plus les exécutants à l'état d'exécutants. Par là même, le prolétariat se trouve à la fois constitué comme classe objective, et attaqué par le capitalisme dès sa constitution. C'est par sa riposte au capitalisme que le prolétariat *se fait* lui-même, au

---

<sup>30</sup> Ce qui ne veut évidemment pas dire que cette conscience est « parfaite » ni encore moins, que toute modification est clairement vue et voulue.

cours de son histoire, classe au sens plein du terme, classe *pour soi*.

La lutte du prolétariat contre le capitalisme se situe dès lors sur tous les plans qui affectent son existence ; mais elle apparaît de façon aveuglante sur les plans de la *production*, de l'*économie* et de la *politique*. Le prolétariat lutte contre la « rationalisation » capitaliste de la production, contre les machines elles-mêmes d'abord, contre l'augmentation des rythmes de travail ensuite. Il attaque le fonctionnement « spontané » de l'économie capitaliste, en revendiquant des augmentations de salaire, des réductions des heures de travail, le plein emploi. Il s'élève très tôt à une conception globale du problème de la société, il constitue des organisations politiques, essaie de modifier le cours des événements, se révolte, essaie de s'emparer du pouvoir.

Chacun de ces aspects de la lutte du prolétariat, et leur liaison profonde, demanderait, pour être étudié dans son développement historique et dans sa logique, des volumes. Telle n'est évidemment pas notre intention ici. Nous voulons simplement mettre en lumière ce qui est la véritable *logique* de l'histoire de la société capitaliste : la logique de la lutte des hommes et des classes.

Par lutte, nous sommes loin d'entendre seulement les batailles rangées massives et grandioses. On n'insistera jamais assez sur ce fait : cette lutte est permanente, d'abord et avant tout dans la production, car pour ainsi dire la moitié de chaque geste de l'ouvrier a comme objectif de le défendre contre l'exploitation et l'aliénation capitaliste. On n'insistera jamais non plus assez sur le fait que cette lutte *implicite* ou *informelle*, quotidienne et cachée, joue un rôle formateur de l'histoire aussi important que les grandes grèves et les révolutions<sup>31</sup>.

La lutte des classes signifie, aussi longtemps qu'elle dure - et elle durera autant que cette société -, que chaque action d'un des adversaires, entraîne immédiatement ou à terme, une parade de l'autre qui à son tour suscite une riposte et ainsi de suite. Mais chacune de ces actions modifie aussi bien celui qui l'entreprend que celui contre lequel elle se dirige ; chacune des classes ennemies est modifiée par l'action de l'autre. Ces actions entraînent des modifications profondes du milieu social, du terrain objectif sur lequel la lutte se déroule. Dans leurs moments culminants, elles contiennent une *création* historique, l'invention des formes d'organisation, de lutte ou de vie qui n'étaient nullement contenues dans l'état précédent, ni prédéterminées par celui-ci. Enfin, au cours de cette action il se constitue pour les deux classes en présence une expérience historique qui, chez le prolétariat, devient le développement vers une conscience socialiste.

Ainsi, sur le plan de la *production*, l'introduction à une grande échelle des machines par le capitalisme, à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>, est perçue jus-

---

<sup>31</sup> V. « Sur le contenu du socialisme » l.c.

<sup>32</sup> Et longtemps après. Encore maintenant, devant l'introduction de l'« automation » l'attitude des



tement par les ouvriers comme une attaque directe, à laquelle ils réagissent en brisant les machines. Sur ce plan, ils subissent une défaite. Mais dès le départ, la lutte prend dans les usines une forme invincible : la résistance à la production. Le capitalisme riposte par la généralisation des salaires aux pièces et au rendement. Ceux-ci deviennent à leur tour l'objet d'une âpre lutte : les normes sont contestées. Le taylorisme est la réponse du capitalisme à cette lutte : les normes seront déterminées « scientifiquement » et « objectivement ». La résistance des ouvriers rend manifeste que cette « objectivité scientifique » est une rigolade. La psychologie, puis la sociologie industrielle apparaissent alors qui doivent permettre d'« intégrer » les ouvriers à l'entreprise. Elles s'effondrent dans la pratique, sous le poids de leurs propres contradictions mais surtout parce que les ouvriers ne se laissent pas faire. C'est dans les pays les plus avancés - Etats-Unis, Angleterre, pays scandinaves - où le patronat applique de plus en plus les méthodes « modernes », où les salaires ouvriers sont les plus élevés, que le conflit quotidien dans la production atteint, des proportions fantastiques. Nous en sommes là aujourd'hui<sup>33</sup>. Ce schéma, qui ne prétend à rien de plus qu'à définir le *type* de l'évolution historique de la lutte entre les classes dans la production, se retrouve en condensé chaque fois qu'on étudie concrètement cette lutte dans une entreprise<sup>34</sup>.

En même temps que cette série de ripostes-attaques, on peut dégager dans l'évolution de la production capitaliste de grandes constantes bien connues, exprimant la tendance permanente du capital à s'asservir le travail. La division des tâches est poursuivie et poussée à l'absurde, non pas parce qu'elle est le moyen inéluctable d'augmenter la productivité (au-delà d'un certain point, elle la diminue sans le moindre doute aussi bien directement qu'indirectement, par les énormes faux frais qu'elle engendre), mais parce qu'elle est le seul moyen de se soumettre un travailleur qui résiste, en rendant son travail absolument quantifiable et contrôlable, et lui-même intégralement remplaçable. La mécanisation prend cette tournure particulière : il faut que l'ouvrier soit dominé par la machine (que son rendement lui soit imposé par celle-ci), il faut que le cours de la production devienne le plus possible automatisé, c'est-à-dire indépendant du producteur. Division croissante des tâches et mécanisation de type capitaliste avancent évidemment en interaction étroite. Mais à chaque étape qu'elles marquent, la résistance ouvrière en fait une moitié d'échec pour les capitalistes<sup>35</sup>.

Cette lutte a façonné le visage de l'industrie moderne et son contenu essen-

---

ouvriers montre clairement qu'ils la perçoivent comme une *attaque*.

<sup>33</sup> V. les textes sur les grèves en Angleterre et aux Etats-Unis publiés dans les N° 18, 19, 26, 29 et 30 de *S. ou B.* [cf. *L'Expérience...*, Vol. I, pp. 279-380].

<sup>34</sup> V. « Sur le contenu du socialisme » *ib.*

<sup>35</sup> V. en particulier D. Mothe, « L'usine et la gestion ouvrière » dans le N° 22 de *S. ou B.*

tiel : la façon dont les hommes vivent dans les usines. Mais c'est aussi cette lutte qui a modelé l'économie et la société moderne dans son ensemble. La lutte ouvrière sur le plan économique s'est exprimée surtout par les revendications de salaire, auxquelles le capitalisme a opposé une résistance acharnée pendant très longtemps. Ayant presque perdu la bataille sur ce plan, il a fini par s'adapter à une économie dont le fait dominant est, du point de vue de la demande, l'accroissement régulier de la masse des salaires, devenue la base d'un marché constamment élargi de biens de consommation. Ce type d'économie en expansion dans lequel nous vivons est, pour l'essentiel, le produit de la pression incessante exercée par la classe ouvrière sur les salaires - et ses problèmes principaux résultent de ce fait.

Sur le plan politique, aux premières tentatives du prolétariat de s'organiser, le capitalisme répond en règle générale par la répression, ouverte ou camouflée. Vaincu sur ce plan assez rapidement, il finit, au bout d'une longue courbe d'évolution historique, par faire de ces mêmes organisations politiques ouvrières des rouages essentiels de son fonctionnement. Mais cela même entraîne des modifications importantes de l'ensemble du système : la « démocratie » capitaliste ne peut plus fonctionner sans un grand parti « réformiste » qui ne peut pas à son tour être une pure et simple marionnette des capitalistes (car il perdrait alors ses bases électorales et ne pourrait plus remplir sa fonction) mais doit être aussi un parti « de gouvernement » (et très souvent, *au* gouvernement). Ce parti déteint obligatoirement sur le parti « conservateur » (dans aucun pays du monde il ne saurait être question de revenir sur des réformes qui ont provoqué des batailles acharnées il y a encore vingt ans, comme la sécurité sociale, l'assurance-chômage, l'impôt progressif sur le revenu, ou la politique de « plein emploi » relatif). Ainsi (et en fonction aussi d'autres facteurs), après avoir résisté longtemps à l'idée d'une immixtion de l'Etat dans les affaires économiques (considérée comme « révolutionnaire » et « socialiste ») le capitalisme en arrive finalement à l'adopter, et à détourner à son profit la pression ouvrière *contre* les conséquences du fonctionnement spontané de l'économie, pour instaurer, à travers l'Etat, un contrôle de l'économie et de la société servant en fin de compte ses intérêts.

Il est à peine nécessaire de dire que ces aspects, séparés ici pour les besoins de l'analyse, ne le sont pas dans la réalité, que les effets de ces actions s'enchevêtrent inextricablement. Pour n'en donner qu'un exemple : le poids politique de la classe ouvrière dans les sociétés modernes exclut que l'Etat puisse permettre au chômage de se développer au-delà d'un degré relativement modéré. Ceci crée cependant une situation fort difficile pour les capitalistes sur le plan des salaires (où la position de force du prolétariat est soutenue par le plein emploi) -

où ils arrivent cependant à maintenir un statu quo relatif <sup>(a)</sup>. Mais cela crée également, si un degré de combativité « industrielle » du prolétariat est donné, une situation intolérable pour les capitalistes dans les usines <sup>36</sup>. Les « solutions » que la classe dominante parvient à trouver, débouchent *toujours* sur des nouveaux problèmes, et ce processus traduit l'incapacité du capitalisme à surmonter sa contradiction fondamentale. Nous y reviendrons plus loin.

L'ensemble des moyens utilisés par le capitalisme obéit toujours au même impératif : maintenir sa domination, étendre son contrôle sur la société en général, sur le prolétariat en particulier. Quelle qu'ait pu être au départ l'influence d'autres facteurs - comme la lutte entre les capitalistes eux-mêmes, ou une évolution technique non encore subordonnée au capital - elle a progressivement vu son importance décroître, en proportion directe de la prolétarianisation de la société et de l'extension de la lutte des classes. Des sphères de la vie sociale autres que la production, l'économie et la politique n'étaient, dans les sociétés précédentes, qu'indirectement et implicitement en rapport avec la structure de classe de la société. Elles sont maintenant à la fois entraînées dans le conflit et explicitement intégrées dans le réseau d'organisation dans lequel la classe dominante tente d'enserrer la société entière. Tous les secteurs de la vie humaine doivent être soumis au contrôle des dirigeants. Toutes les ressources et les moyens sont utilisés par le capitalisme, et le savoir scientifique est mobilisé à son service : la psychologie et la psychanalyse, la sociologie industrielle et l'économie politique. L'électronique et les mathématiques sont mises à contribution pour assurer la survie du système, colmater les brèches de sa défense, lui permettre de pénétrer à l'intérieur de la classe exploitée, d'en comprendre les motivations et les conduites et de les utiliser au profit de la « production », de la « stabilité sociale », et de la vente d'objets inutiles.

C'est ainsi que la société moderne, qu'elle vive sous un régime « démocratique » ou « dictatorial », est en fait toujours *totalitaire*. Car la domination des exploités doit, pour se maintenir, envahir *tous* les domaines d'activité et tenter de se les soumettre. Que le totalitarisme ne prenne plus les formes extrêmes qu'il revêtait sous Hitler ou Staline, qu'il n'utilise plus comme moyen privilégié la terreur, ne change rien au fond de l'affaire. La terreur n'est qu'un des moyens dont peut user un pouvoir pour briser les ressorts de toute opposition ; mais elle n'est pas toujours applicable, ni toujours la plus rentable. La manipulation « pacifique » des masses, l'assimilation graduelle des oppositions organisées peuvent être plus efficaces.

(... / ...)

---

<sup>(a)</sup> V. plus bas, l'« Introduction à l'édition anglaise de 1974 », [in Capitalisme... Vol.II, op.cit.]

<sup>36</sup> V. les textes sur les grèves en Angleterre et aux Etats-Unis cités plus haut.

---

Les thèmes abordés dans ce texte sont développés dans de nombreux autres articles de C.Castoriadis. Ceux qui sont (ré)édités sont répartis en plusieurs volumes chez Seuil, certains autres paraissent en brochures. On pourra lire par exemple :

**En Brochures :** « *Autogestion et hiérarchie* » ; « *Mai 68 : la révolution anticipée* » ; « *'Socialisme' et société autonome* » ; « *Racines et logique du projet révolutionnaire* » ; « *Entretiens (1973 - 1996)* » ; « *La question de l'histoire du mouvement ouvrier* » ; « *Crise économique, sociale et politique* » ; etc...

- **Sur le capitalisme :** « *La « rationalité » du capitalisme* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *L'époque du conformisme généralisé* » & « *Voie sans issue* » in *Le monde morcelé* 1990 ; « *La crise des sociétés occidentales* », in *La montée de l'insignifiance*, 1996, « *Marx aujourd'hui* » & « *Réflexions sur le « développement » et la « rationalité »* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; ...

- **Sur la révolution :** « *Théorie et projet révolutionnaire* » in *L'institution imaginaire de la société*, 1975 ; « *La révolution devant les théologiens* » & « *L'idée de révolution* » in *Le monde morcelé*, 1990 ; « *Héritage et révolution* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *Nature et valeur de l'égalité* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; « *Valeur, égalité, justice, politique, ...* » in *Les carrefours du labyrinthe*, 1978 ; ...

- **Sur l'état actuel de la société :** « *Une 'démocratie' sans la participation des citoyens* », in *Une société à la dérive*, 2005 ; « *L'époque du conformisme généralisé* » in *Le monde morcelé* 1990 ; « *Le délabrement de l'occident* », « *La crise des sociétés occidentales* » & « *La crise du processus identificatoire* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *L'industrie du vide* » in *Domaine de l'homme*, 1986 ; ...

- **Sur les errances des mouvements d'émancipation :** « *Mai 68 : La révolution anticipée* » in *La brèche*, 2008 ; « *Les mouvements des années soixante* » & « *Marxisme-léninisme : la pulvérisation* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *Sur la dégénérescence de la révolution russe* » in *La société bureaucratique*, 1990 ; « *Le marxisme : bilan provisoire* » in *L'institution imaginaire de la société*, 1975 ; ...

- **Sur la démocratie :** « *Quelle démocratie ?* » in *Figures du pensable*, 1999 ; « *La polis grecque et la création de la démocratie* » & « *Nature et valeur de l'égalité* » in *Domaines de l'homme*, 1986, « *Imaginaire politique grec et moderne* » & « *La démocratie comme procédure et comme régime* » in *La montée de l'insignifiance*, 1996 ; « *Transformation sociale et création culturelle* » in *Une société à la dérive*, 2005 ; ...

Contact : [quentin@no-log.org](mailto:quentin@no-log.org)